



## Assemblée générale

PROVISOIRE

A/40/PV.103  
9 décembre 1985

FRANCAIS

Quarantième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA CENT TROISIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le mercredi 4 décembre 1985, à 15 heures

Président : M. de PINIES (Espagne)  
puis : M. HEPBURN (Bahamas)  
(Vice-Président)

Question de Palestine [33] (suite) :

- a) Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
- b) Rapport du Secrétaire général
- c) Projets de résolution

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 15 h 30.

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

QUESTION DE PALESTINE

- a) RAPPORT DU COMITE POUR L'EXERCICE DES DROITS INALIENABLES DU PEUPLE PALESTINIEN (A/40/35)
- b) RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/40/168-S/17014)
- c) PROJETS DE RESOLUTION (A/40/L.23 à A/40/L.25)

M. HUSSAIN (Maldives) (interprétation de l'anglais) : En ce quarantième anniversaire de notre organisation, un certain nombre d'aspirations profondes et de grands espoirs ont été suscités, en particulier par la question de Palestine, inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale depuis plusieurs décennies. L'on peut dire que le problème palestinien est un sujet de vive préoccupation internationale qui, malheureusement, attend toujours d'être réglé. Cependant, chaque année nous sommes les témoins de nouveaux défis alarmants lancés par Israël, qui multiplie ses activités dans la patrie palestinienne et dans les territoires arabes occupés.

Nous espérons sincèrement que le fait que la question de Palestine figure à l'ordre du jour de l'Assemblée générale presque depuis l'avènement de notre organisation atteste que la communauté internationale reconnaît la nécessité de trouver une solution juste et durable au problème. Nous sommes par ailleurs pleinement conscients qu'il ne peut y avoir d'autre solution que celle cherchant à garantir les droits inaliénables du peuple palestinien. La question de Palestine est une source de conflit et de troubles dans la région en particulier et dans le monde en général.

Il s'agit d'une question ayant trait au droit fondamental d'un peuple à avoir une patrie, d'un peuple qui habitait un pays appelé Palestine bien avant le XXe siècle. Jusqu'à la première guerre mondiale, les Palestiniens ont été dominés par l'empire ottoman. L'organisation qui nous a précédés - la Société des Nations - reconnaissait les Palestiniens en tant que peuple appelé à devenir une nation indépendante. Les Nations Unies ont par la suite accordé aux Palestiniens la reconnaissance de jure de leur statut en tant que peuple ayant des droits nationaux en vertu des dispositions de la résolution de partage de la Palestine, celui d'établir l'"Etat arabe" en particulier. Il faut malheureusement rappeler qu'entre 1947 - année où ladite résolution a été adoptée - et 1969, les Nations Unies ont mis l'accent sur le rôle de facto des Palestiniens en tant que

M. Hussain (Maldives)

réfugiés et victimes de guerre. Les actions de notre organisation visaient à les rétablir individuellement dans leur droit de retourner dans leurs foyers et de jouir de leurs droits de l'homme fondamentaux.

De plus, la position de la communauté internationale s'est trouvée effectivement cristallisée dans des centaines de résolutions adoptées sur cette question par l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil de sécurité et les institutions spécialisées. Toutes ces décisions sont basées sur la Charte des Nations Unies et les principes du droit international, qui soulignent que les Palestiniens, à l'instar de n'importe quel autre peuple dans le monde, ont le droit à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté dans leur propre patrie.

En dépit des efforts déployés par tous les peuples épris de paix du monde qui veulent que le peuple palestinien jouisse de la paix et de ses droits inaliénables, aucun progrès n'a été fait par suite de l'intransigeance israélienne. Dès sa création, nous avons vu Israël nier ses droits au peuple palestinien, multipliant les actes d'agression à l'encontre de ce dernier et violant de manière flagrante les principes consacrés dans la Charte de notre organisation.

Demandons-nous pendant combien de temps encore la sagesse des hommes permettra aux Palestiniens de subir leur sort tragique. Pendant combien de temps encore verrons-nous les tristes conséquences de ce problème toujours en suspens? Les réponses à ces questions ont beaucoup à voir avec la moralité. Les racines du problème sont essentiellement liées à la réalité politique. Si nous voulons parler de la question palestinienne de façon rationnelle, il faut arrêter de parler de guerre et concentrer notre attention sur la réalité politique. Israël occupe des terres appartenant au peuple palestinien. Plusieurs centaines de milliers de Palestiniens sont sous domination israélienne tandis qu'un grand nombre vit en exil. Confrontés à cette dure réalité, les Palestiniens se sont montrés extrêmement vigilants. Ils se sont développés sur le plan politique et sont maintenant reconnus internationalement en dépit des répressions et des difficultés. Tout le monde sait à présent qu'ils continueront d'exister et qu'ils entendent bien continuer à décider qui doit les représenter, où ils veulent établir leur patrie et ce que sera leur identité nationale et politique, maintenant ou à l'avenir.

Nous croyons le moment venu pour les Palestiniens, légitimement représentés par les représentants du peuple palestinien lui-même, de discuter avec les Juifs israéliens de tous les problèmes et de tous les différends qui ont empêché

M. Hussain (Maldives)

d'aboutir à un règlement pacifique. On sait très bien que la perception et l'expression de ces problèmes sont liés à l'environnement immédiat mais qu'ils sont aussi ceux de deux communautés considérées à un certain moment comme étant en exil. Le principal objectif des Palestiniens doit sans aucun doute être la libération, libération par rapport à l'état d'exil et à la dépossession.

Si l'on a donné à un peuple l'espoir d'avoir le droit légitime d'établir sa propre patrie, il est impérieux que cet espoir s'assortisse de la confiance que cet espoir sera un jour comblé. Mais dans le cas des Palestiniens, il n'en a pas été ainsi. Plusieurs décennies se sont écoulées et avec chaque année qui passe le découragement est plus grand. L'espoir des Palestiniens de créer leur propre patrie est loin d'être réalisé.

Personne ne saurait tolérer le sort pitoyable de millions de Palestiniens, victimes sans patrie, en butte aux persécutions, à l'occupation militaire et à la dépossession. Le sort qui sera réservé à ce peuple ne doit pas peser sur la conscience du monde civilisé. Ce que le monde voit aujourd'hui, c'est une terre qui, pendant des milliers d'années, a indiscutablement été un habitat donné par Dieu aux Palestiniens, une terre qui est maintenant annexée de façon systématique par un occupant militaire insatiable qui n'a pas le moindre respect ou égard pour les décisions et les résolutions de cette instance internationale. On est en droit de se demander pourquoi les décisions et la volonté collectives sont tellement inopérantes, inefficaces et futiles.

Après plusieurs décennies, il faut se rendre à l'évidence que la puissance et le pouvoir éhontés sont imperméables à toutes considérations de justice et d'équité et se moquent bien des résolutions des Nations Unies. Les initiatives diplomatiques ne manquent pas sur tous les fronts, mais avec des stratégies et des approches différentes. Les Palestiniens, qui sont depuis tant d'années les pions et les victimes de ces aventures, sont pratiquement à bout de patience et de foi.

M. Hussain (Maldives)

Ma délégation pense donc que cette assemblée ne doit épargner aucun effort pour restaurer leur confiance, ce qui ne peut se faire que si l'on parvient à des résultats concrets et tangibles qui ne sapent pas leur droit fondamental de l'homme de vivre dans la dignité, dans des conditions de vie normales et dans la liberté, dans une patrie qu'ils pourront, comme toutes les autres nations au monde, considérer comme leur. En attendant que cela devienne réalité, il est de notre devoir et de notre responsabilité, en tant qu'Etats Membres des Nations Unies, de fournir un appui sans équivoque aux Palestiniens qui sont soumis à des conditions adverses sans parallèle.

M. NETANYAHU (Israël) (interprétation de l'anglais) : Pas un seul des mots prononcés ici sur la "Question de Palestine" n'a porté sur la véritable source du conflit qui oppose les Juifs et les Arabes. Nous devons nous poser la question de savoir pourquoi ce conflit dure depuis si longtemps. Pourquoi des griefs de ce type, qui ont été résolus il y a bien longtemps dans d'autres parties du monde, persistent-ils sans que l'on puisse en prévoir la fin? Pourquoi un mur énorme, immense, continue-t-il de séparer les parties, les empêchant de réaliser la paix entre elles? On voit clairement ce que revendiquent la plupart des représentants arabes. Ils prétendent très souvent que le conflit avec Israël trouve ses racines dans la guerre des six jours de 1967, lorsque Israël s'est emparé des territoires de Judée, de Samarie et de Gaza. C'est là où le conflit est censé avoir commencé. Cela est absurde. Les Arabes, après tout, avaient très fermement retenu ces territoires en leur possession au cours de plusieurs guerres avant cette date, notamment à la veille de la guerre des six jours. En fait, les Arabes avaient, sans se décontenancer, annoncé au monde leurs intentions.

Ecoutez l'Egyptien Nasser, le 27 mai : "Notre principal objectif sera la destruction d'Israël". Ou le président Aref, de l'Iraq, le 31 mai, quelques jours avant la guerre : "Notre objectif est de rayer Israël de la carte". Ou bien le président Boumediene de l'Algérie, le 4 juin, un jour avant la guerre : "Cette lutte doit conduire à la liquidation d'Israël". Ou encore, le jour même où la guerre a éclaté, Radio Damas, qui a annoncé de manière simple et concise : "Jetez-les à la mer". Pas un seul mot à propos des territoires; pas un seul mot à propos de l'agression de 1967, etc.

Lorsqu'on soumet ces faits aux porte-parole arabes, ils s'appuient alors naturellement sur la guerre de 1948. Cette guerre, je le répète, lancée par les

N. Netanyahu (Israël)

Arabes, l'avait été pour détruire l'Etat d'Israël avant même sa naissance; et les porte-parole arabes présentent cette guerre comme une agression israélienne d'origine. La création même d'Israël constituait cette "agression". Les Arabes ont rejeté d'emblée la résolution de partage de novembre 1947 et ont précipité leurs armées, - les cinq armées arabes - sur la terre juive; elles se sont infiltrées profondément dans les territoires juifs; elles ont pratiquement atteint la banlieue de Tel-Aviv; et, d'après le secrétaire général de la Ligue arabe, il s'agissait d'une "guerre d'extermination et d'un grand massacre, dont on parlera comme des massacres des Mongoles et des Croisades".

Ce fut le rejet total par les Arabes de l'existence même d'un Etat juif au Moyen-Orient qui a véritablement provoqué la guerre entre le nouvel Etat d'Israël et les Arabes. Mais je pense que ce n'est encore pas là que l'on trouve la racine même de cette question, car la guerre lancée par les extrémistes arabes contre la communauté juive en Palestine précède de dizaines d'années la création d'Israël.

Au cours des années 20 et des années 30, les terroristes arabes ont lancé des raids meurtriers l'un après l'autre contre les fermes et villages juifs; ils ont assassiné les Arabes modérés; ils ont rejeté offres, ouvertures et concessions de paix des Juifs; et ils ont plongé toute la région dans le chaos et dans un bain de sang.

Cette violence arabe et ce terrorisme arabe sont les précurseurs de la violence et du terrorisme qui s'exercent contre les Juifs aujourd'hui. On ne peut comprendre l'un sans comprendre l'autre. La campagne d'attaques lancée contre Israël ces 40 dernières années n'est que la poursuite de la campagne systématique dirigée contre les Juifs, qui avait commencé bien avant. La guerre arabe contre les Juifs est aussi vieille que ce siècle. La persistance de cette guerre n'a rien à voir avec quelque grief ou événement spécifiques quelconques. Elle n'a rien à voir avec les réfugiés; il n'y en avait pas. Elle n'a rien à voir avec les frontières contestées, puisqu'elles n'existaient pas non plus. J'irai même un peu plus loin, dans son essence, elle n'a même rien à voir avec la souveraineté d'Israël car, avant 1948, cette souveraineté n'existait pas et pourtant le conflit a fait rage pendant des dizaines d'années. En fait, elle n'avait rien à voir avec la question de la souveraineté arabe; elle n'existait pas et les Arabes l'ont rejetée, comme je l'ai dit, dans la résolution de partage. Donc, quelle en était la raison? Elle était suscitée par une objection fondamentale à une présence juive - de toute présence juive - dans la région et par le rejet de cette présence.

N. Netanyahu (Israël)

Ceux qui se sont laissés emporter par cette obsession aveugle n'ont pas pesé les conséquences de leurs actes. Ils ont tout simplement écrasé tout ce qui se dressait sur leur chemin. S'ils ont tué des Arabes et des Juifs sans discrimination, il ont su également tuer avec discrimination, et leurs cibles préférées étaient typiquement des Arabes qui refusaient de reconnaître la "représentation exclusive" de la "cause arabe" que ces extrémistes revendiquaient. Et surtout, les extrémistes ont rejeté les notions de compromis et de coexistence, notions anathèmes à tous les fanatiques.

Qui étaient ces extrémistes? Qui étaient leurs dirigeants et leurs alliés? Qu'est-ce qui les motivait? Et quelle est leur relation précise avec le conflit d'aujourd'hui? Je crois qu'il est essentiel de répondre à ces questions pour évaluer la véritable nature de l'obstacle qui se dresse sur la voie de l'instauration de la paix entre les Arabes et les Juifs. Il est particulièrement approprié d'examiner ces questions à l'occasion du quarantième anniversaire des Nations Unies, étant donné que cet anniversaire coïncide avec la défaite historique du nazisme en Europe. Mais, comme je le montrerai, l'héritage de haine n'est pas mort alors. Avant et bien après son effondrement, le nazisme a trouvé ses disciples les plus ardents dans le monde arabe.

Peut-être que la figure de proue du rejet arabe dans ce siècle fut Haj-Amin al Husseini, qui fut nommé par les Britanniques grand mufti de Jérusalem en 1921. Il était le principal agitateur des attaques les plus sanglantes, des soulèvements et des massacres dirigés contre les Juifs dans la première moitié de ce siècle. C'est une personnalité clef à l'OLP. En fait, il est considéré comme le père fondateur, pour ainsi dire, de l'OLP tant par l'esprit que dans la réalité. Arafat a très souvent parlé du mufti comme de son mentor et guide. Aucune autre personnalité n'a eu une telle influence sur lui ou sur les autres dirigeants de l'OLP. Pour donner un exemple, le 24 avril de cette année, au cours du trentième anniversaire de la Conférence de Bandoung, Arafat a chanté les louanges du mufti avec une grande vénération. Il a dit qu'il tirait "grande fierté" d'être son étudiant. Et il a souligné que l'OLP "poursuit la voie" tracée par le mufti.

M. Netanyahu (Israël)

Quelle est cette voie? Que représentait le mufti? Car si Arafat et l'OLP prétendent suivre son sillage, nous pouvons alors avoir une bonne idée de leurs objectifs et de leurs méthodes en examinant la carrière politique du mufti. Haj-Amin al Husseini a été désigné grand mufti une année après avoir orchestré un soulèvement meurtrier anti-juif dans la Vieille ville de Jérusalem. Mais comme je l'ai dit antérieurement, les principales cibles du mufti étaient des Arabes, et non des Juifs. Avec son acolyte, Emil Ghory, il a organisé le meurtre systématique des dirigeants arabes modérés et a muselé les autres. Cela comprenait des familles entières d'Arabes qui étaient en désaccord avec sa politique. La famille Nashashibi est un exemple bien connu. Ces clans ont été soit balayés, simplement détruits, soit contraints à l'exil par le mufti. Le résultat de cette politique systématique a été qu'à la fin des années 30, l'opinion modérée arabe - "modérée" au sens normalement reconnu du terme - avait cessé d'exister en Palestine. Elle n'existait pas - tout au moins publiquement - parce que quiconque parlait de coexistence, de modération, de paix entre Arabes et Juifs était un homme mort. Le mufti projetait cette même attitude, avec un grand succès, à la communauté des Etats arabes autour, aux protectorats arabes, qui avaient été tous mobilisés au service de cet extrémisme arabe.

Mais cela ne suffisait pas au mufti. Il avait organisé des soulèvements anti-juifs, d'abord à Jérusalem en 1920, puis à Safed, et le grand massacre d'Hébron en 1929, qui a balayé l'ancienne communauté qui était là depuis des millénaires. Mais cela ne lui suffisait toujours pas. Il voulait lier sa campagne à un moteur plus puissant, plus global, quelque chose qui assurerait l'élimination systématique et finale des Juifs. Mais on ne pouvait trouver qu'un seul moteur à cette époque : il a été mis à sa disposition par la montée de l'Allemagne nazie dans les années 30.

Au moment de la montée du nazisme, le mufti a commencé à tirer des parallèles entre le pan-germanisme nazi et le nationalisme pan-arabe. Il a tellement réussi dans sa campagne qu'au moment où les nazis ont introduit les lois raciales de Nuremberg - c'est-à-dire deux ans après la montée du nazisme; Hitler étant venu au pouvoir en 1933, les lois raciales de Nuremberg contre les Juifs ont été introduites en 1935 - Hitler avait reçu une quantité énorme de télégrammes et lettres de félicitations, toutes sortes de louanges de tous les milieux du monde arabe. Je vais donner un exemple. Le journal palestinien arabe Al-Liwa avait



M. Netanyahu (Israël)

adopté le slogan des nazis; il avait adopté le slogan d'Hitler : "Un pays, un peuple, un dirigeant". Un autre journal disait : "L'hitlérisme est véritablement typique d'un monde qui en a assez des activités subversives du judaïsme, qui a développé une emprise sur l'économie internationale". Au cours de la fête religieuse de mai 1937, drapeaux allemands et photos d'Hitler étaient agités par les manifestants arabes en Palestine, tandis que les journaux arabes louaient la manifestation comme un geste important de sympathie et de respect pour les nazis et les fascistes.

Cela a tout simplement jeté les bases de ce qui allait venir. Et cela est venu. A la veille de la deuxième guerre mondiale, en octobre 1939, le mufti a envoyé une lettre personnelle à Hitler. Il disait : "A l'occasion de vos grands triomphes militaires et politiques ... la nation arabe partout se réjouit profondément de ces grands succès... Le peuple arabe sera lié à votre pays par un traité d'amitié et de collaboration."

En fait, au cours des deux années qui ont suivi, les relations entre le mufti et Hitler se sont épanouies dans l'amitié et la collaboration. En octobre 1941, le gouvernement nazi a publié à Berlin un communiqué officiel promettant d'aider "à éliminer le foyer national juif en Palestine".

Après un tel signal, le mufti était prêt à faire sa grande entrée. Il s'est rendu à Berlin et a rencontré Hitler en personne, pour la première fois, le 28 novembre 1941. Hussein - le mufti - a manifesté sa volonté de coopérer avec l'Allemagne, de toutes les manières possibles, y compris par le recrutement d'une légion arabe. En retour, Hitler a assuré Hussein qu'il deviendrait le porte-parole officiel du monde arabe. Je suppose que dans le jargon d'aujourd'hui cela se traduirait par "le seul représentant légitime". Hitler a dit au mufti qu'il partageait l'objectif commun de la destruction des Juifs palestiniens.

A Berlin, le mufti a travaillé avec ardeur et énergie au nom des nazis. Il a fait des émissions radiodiffusées à maintes reprises à la radio nazie. Il encourageait les Musulmans partout dans le monde à s'élever contre les Alliés. Il a aidé à orchestrer un soulèvement réussi contre les Alliés en Iraq et a fomenté des troubles généralisés en Egypte. Il s'est rendu en Yougoslavie pour recruter les musulmans locaux. En fait, 6 000 d'entre eux ont été recrutés pour combattre sous le commandement allemand.

M. Netanyahu (Israël)

Entre 1943 et 1944, le mufti a concentré ses activités sur les Juifs des Balkans, en Europe orientale. Il a empêché de sauver les Juifs de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie et de Croatie; il a contrecarré l'émigration des orphelins juifs en Palestine. Il a protesté auprès des nazis en disant qu'il n'avait pas suffisamment de ressources pour empêcher la fuite des réfugiés juifs des Balkans. Cela a été largement prouvé. Voici un exemple : Wilhelm Melchers, un nazi qui a témoigné au procès de Nuremberg le 6 août 1947, a dit : "Le mufti faisait des protestations partout, dans les bureaux du Ministre des affaires étrangères, du Secrétaire d'Etat et dans d'autres bureaux SS". Ces protestations, en règle générale, avaient un effet immédiat. Par exemple, le 13 mai 1943, le mufti a remis personnellement à Ribbentrop une lettre protestant contre le plan visant l'émigration de 4 000 enfants juifs de Bulgarie. Ribbentrop a cédé à la pression du mufti. Il a fait rédiger rapidement un télégramme qui a été envoyé à l'ambassadeur allemand à Sofia qui a empêché l'émigration. Le résultat tragique, bien entendu, a été la condamnation à mort de 4 000 enfants juifs.

Mais cette idole de l'OLP n'était pas satisfaite. Il avait encore un autre objectif à l'esprit, un objectif plus grand que celui qui consistait à empêcher quelques Juifs de fuir. Il voulait, comme Melchers et d'autres l'ont fait observer au procès de Nuremberg, qu'ils soient tous éliminés. Comme dans le cas des Juifs des Balkans, il a travaillé fiévreusement à la réalisation de cet objectif. L'assistant d'Adolph Eichmann, Dieter Wisliceny, a témoigné qu'Husseini "avait joué un rôle dans la décision d'exterminer les Juifs européens. L'importance de ce rôle ne doit pas être méconnue... Le mufti a suggéré à maintes reprises aux différentes autorités avec lesquelles il maintenait un contact, avant tout à Hitler, Ribbentrop et Himmler, qu'il fallait exterminer les Juifs d'Europe. Il considérait cela comme une solution appropriée au problème palestinien".

L'assistant d'Eichmann a donné un témoignage oculaire à propos de la participation d'Husseini. Il a dit : "Le mufti fut parmi ceux qui sont à l'origine de l'extermination systématique des Juifs d'Europe et a été un collaborateur et conseiller d'Eichmann et d'Himmler dans l'exécution de ce plan. Il fut l'un des meilleurs amis d'Eichmann et l'a constamment incité à accélérer les mesures d'extermination. Je l'ai entendu dire que, accompagné par Eichmann, il avait visité incognito la chambre à gaz d'Auschwitz". C'est là l'homme dont Yasser Arafat se propose de suivre "la voie". Ce sont ses mots : "la voie".

M. Netanyahu (Israël)

Comment un tel criminel de guerre a-t-il pu échapper à la sanction? Les criminels de guerre nazis et les collaborateurs après la deuxième guerre mondiale ont été démasqués et poursuivis par la justice, mais pas dans le monde arabe. Les criminels de guerre nazis y ont été salués comme des héros. Des centaines de nazis ont trouvé refuge et travaillent en tant que "consultants en meurtre" dans de nombreuses capitales arabes.

M. Netanyahu (Israël)

J'ai parlé ici il y a quelques semaines d'une des dernières révélations de ce genre, à savoir le long - et je regrette de le dire, l'heureux - séjour en Syrie, du tristement célèbre meurtrier SS Alois Brunner, où il travaillait en tant que conseiller personnel du frère de Hafez Assad, qui est responsable des forces de sécurité.

Ainsi, tandis que le nazisme avait pu être défait en Europe, il était toujours extrêmement vivace au Moyen-Orient et, d'ailleurs, après la guerre, Husseini avait fui l'Europe et avait été réinstitué comme dirigeant des conseils arabes suprêmes. De là, il a continué à répandre le poison nazi à travers le Moyen-Orient. En fait, pendant la guerre de 1948, il a publié un appel aux armées arabes qui résumait de façon concise les ambitions de sa vie : "Je déclare une guerre sainte. Massacrez les Juifs. Massacrez-les tous". Les choses ne tournèrent pas exactement de cette façon. Lorsque les armées arabes eurent été défaites, un processus commença à se faire jour, tout au moins entre Israël et ses voisins orientaux, et Abdullah de Jordanie commença à montrer certains signes qui furent interprétés, en tout cas par le mufti, comme un désir de réaliser la paix avec Israël. C'est pour cette raison qu'Abdullah fut assassiné en 1951 par les agents du mufti, selon les ordres du mufti. C'était là un escalade cruciale des pratiques antérieures d'assassinats, car les objectifs n'étaient plus maintenant simplement des personnalités importantes, il s'agissait des dirigeants de pays entiers. Ce système ultime d'intimidation, perfectionné par le mufti et ses disciples, est toujours en usage parmi nous.

Mais l'héritage nazi s'est perpétué de façon encore plus directe, et je veux parler ici du recrutement et de l'emploi de nazis et de néo-nazis. En 1969, par exemple, l'OLP a recruté deux anciens instructeurs nazis, Erich Altern, dirigeant de la section aux affaires juives de la Gestapo, et Willi Berner, un officier SS du camp d'extermination de Mauthausen. Un autre ancien nazi, Johann Schuller, fournissait des armes au Fatah et recrutait des instructeurs militaires à Rome pour le Fatah. Le belge Jean Tireault, secrétaire du mouvement néo-nazi La nation européenne, a également été recruté par le Fatah. Encore un autre belge, le néo-nazi Karl van der Put, recrutait des volontaires pour l'OLP.

En 1976, le néo-nazi allemand Otto Albrecht, était arrêté en Allemagne occidentale. Il avait des papiers d'identité de l'OLP que l'OLP lui avait fournis, ainsi que 1,2 million de dollars pour acheter des armes. En 1977, le Fatah a

M. Netanyahu (Israël)

accepté d'entraîner des membres de l'Oeuvre française, un groupe français néo-nazi, qui, en revanche, a accepté de mener des opérations pour l'OLP. En 1978, l'Allemagne orientale arrêta quatre personnes qui avaient utilisé les services de l'OLP pour faire entrer en contrebande en Allemagne occidentale des armes en provenance de pays arabes. Trois de ces quatre personnes étaient membres du "Adolf Hitler Free Corps".

Ces exemples - et encore bien d'autres - de contacts entre l'OLP et les nazis sont devenus si bien connus que même la presse arabe a été obligée de les reconnaître. Le 11 avril 1981, par exemple, le journal d'Arabie saoudite Majallah rapportait que des néo-nazis d'Europe et des Etats-Unis étaient entraînés dans des camps de l'OLP au Liban. C'est vrai. Ils étaient entraînés là-bas. Les résultats de cet entraînement se sont révélés dans de nombreuses opérations, y compris des opérations récentes, par exemple l'attaque de "Force 17" de l'OLP à Larnaca, il y a quelques mois. L'un des trois meurtriers s'est révélé ne pas être un arabe mais un néo-nazi britannique. Le journal français, Le Nouvel Observateur, a révélé qu'en janvier 1984, le terroriste néo-nazi allemand bien connu, Odfried Hepp - l'un des deux dirigeants du groupe Hepp-Axel, l'une des principales organisations terroristes en Allemagne occidentale - s'était joint à Abul Abbas au siège de l'OLP à Tunis, avant qu'Abbas lui-même ne devienne personnellement tristement célèbre aussi pour avoir orchestré le scandale de l'Achille Lauro.

Au-delà de cette chaîne continue de collaboration pratique et de réciprocité entre les nazis et les extrémistes arabes, il y a une affinité encore plus profonde qui les lie. Au cours de la première moitié de ce siècle, les extrémistes arabes conduits par le mufti ont signé un pacte sanglant - ce sont les seuls mots que je puisse utiliser, un pacte sanglant - avec le totalitarisme nazi en vue d'exterminer les Juifs. Dans la seconde moitié du siècle, l'OLP, sous la conduite d'Arafat a recherché l'aide du totalitarisme soviétique pour poursuivre cet objectif sous une nouvelle forme : l'extermination d'Israël. A la base de ces deux initiatives, on retrouve l'esprit de la haine féroce du mufti. C'est une haine qui a tué les chances de paix à maintes reprises. C'est une haine qui a poussé Arafat à danser dans les rues lorsque Sadate, le premier Arabe réalisateur de la paix - et en fait, jusqu'à présent, le seul Arabe réalisateur de la paix avec Israël - a été assassiné. C'est une haine qui est réaffirmée chaque année dans la charte de l'OLP et qui déclare sans ambage, son intention de détruire l'Etat d'Israël. C'est une

M. Netanyahu (Israël)

haine qui, - bien que légèrement déguisée par la rhétorique pleine d'ambiguïté de l'OLP - éclate avec une joie féroce chaque fois que ses meurtriers ont la possibilité d'assassiner des Juifs - qu'il s'agisse d'un retraité handicapé lors d'une croisière méditerranéenne, d'une femme d'un certain âge sans défense à Lanarca ou d'un bébé à Nahariyah.

Mais comme dans les périodes antérieures, ces attaques ne sont pas limitées aux seuls Juifs, parce que l'OLP, tout comme le mufti, dirige le processus politique. Comme le mufti, il détruit tous ses opposants qui osent évoquer ne serait-ce que l'idée de la coexistence entre les Arabes et les Juifs - comme Sartawi au Portugal, lui-même un membre dissident de l'OLP, Imam Khossender à Gaza, un dirigeant religieux respecté abattu par l'OLP, ou, Aziz Shehadeh à Ramallah, qui a été assassiné il y a deux jours pour le même crime. En fait, de juillet 1967 à janvier 1982, l'OLP a pris pour cible et a assassiné 346 Arabes palestiniens, y compris bien souvent leurs femmes et leurs enfants. Tous étaient des gens qui avaient osé élever la voix contre l'OLP, le groupe qui prétend "démocratiquement" parler en leur nom.

Il y a bon nombre d'Arabes palestiniens qui, à l'abri de la menace de l'assassinat, se prononceraient en faveur de la coexistence entre Arabes et Juifs. La tragédie, c'est que depuis les années 20, depuis Haj-Amin al Hussein, les Arabes palestiniens ont été soumis à la tyrannie d'une petite bande violente qui ne recherche nullement la coexistence ou la paix avec les Juifs mais leur anéantissement. C'est ainsi que toute voix arabe dissidente est simplement abattue.

Si le processus de paix dépend de quelque manière que ce soit des disciples du mufti, il n'y aura jamais de paix. Tout comme le mufti avait détruit tout espoir de paix en son temps, l'OLP reste attachée - et je le dis, en dépit de ses apparentes professions de foi à l'égard de la paix - à un objectif diamétralement opposé à la paix.

On a beaucoup parlé, ici également, d'une soi-disant tendance de l'OLP à la modération depuis ces derniers mois. On nous a dit qu'elle avait l'intention de limiter ses attaques terroristes aux "territoires occupés". Deux choses viennent immédiatement à l'esprit. Premièrement, la plus évidente : rien ne justifie le terrorisme, pas même sa limitation sur le plan géographique. Le massacre d'innocents, d'enfants et le meurtre de personnes âgées sont des maux où qu'ils aient lieu. Mais il est un second aspect, moins évident. Comment l'OLP définit-elle les "territoires occupés"? Alors que beaucoup se sont empressés

M. Netanyahu (Israël)

d'interpréter la récente déclaration d'Arafat à ce sujet comme renvoyant à la Judée, à la Samarie et à Gaza que dit l'OLP? Dans le cadre d'une interview avec la BBC, le 10 novembre 1985, Abu Iyad, un important dirigeant de l'OLP disait :

"Lorsque nous parlons de la Palestine occupée ... nous considérons toute la Palestine comme étant occupée... Notre résistance se manifestera partout à l'intérieur du territoire et ceci n'est pas défini seulement en termes de la rive occidentale et de Gaza."

M. Netanyahu (Israël)

Un autre dirigeant de l'OLP, Farouk Kaddoumi, a déclaré au quotidien français, le Quotidien de Paris, que :

"Israël est un territoire occupé ... que celui-ci ait été conquis en 1967 ou plus tôt en 1948... Nous parlons de tout le territoire qui est la Palestine."

Du propre aveu de l'OLP par conséquent, son objectif demeure la liquidation de tout Israël, considéré comme "territoire occupé" dans sa totalité. La méthode brutale de l'OLP, le terrorisme, est donc applicable à tout Israël. Certains refusent de reconnaître d'emblée cette réalité - bien qu'ils en soient conscients, ils refusent de la reconnaître - et ils ont tendance à reprendre de vagues formules de l'OLP qui, prétendent-ils, indiquent que l'OLP est disposée à échanger des territoires pour la paix - c'est ainsi qu'ils s'expriment. Ainsi, le Ministre des affaires étrangères de la Jordanie, M. Tahaer Al-Masri, dans un discours à l'American Enterprise Institute, le 19 mai 1985, a dit :

"L'accord jordano-palestinien est important parce que, pour la première fois, il contraint publiquement l'OLP à accepter le principe de 'terres en échange de la paix'."

Jetons de nouveau un coup d'oeil sur ce que dit l'OLP elle-même. Il n'interprète pas la formule de "terres pour la paix" comme un appel à la création d'une paix permanente avec Israël en échange du retrait d'Israël de certains territoires revendiqués par les Arabes. Il envisage plutôt cette formule dans le contexte de sa "politique d'étapes", à savoir le programme élaboré en 1974 pour créer un Etat palestinien dans le territoire d'où se retirerait Israël, ce qui serait un pas vers la destruction ultérieure d'Israël.

Bien entendu, dans ce contexte les mots "terres" et "paix" ont un sens tout à fait différent. Que signifient-ils? Écoutons ce que Khaled al-Hassan, directeur du Département de l'information du Fatah a dit récemment :

"Quiconque a accepté les décisions du Conseil national palestinien et la politique d'étapes ... ne saurait s'opposer à la formule 'terres en échange de la paix' puisque c'est là le point de départ de la politique d'étapes."

Et que signifie précisément cette politique d'étapes? En mai dernier de cette année encore, un dirigeant de l'OLP, Abu Nazir, a dit :

"Quand nous demandons la création d'un Etat palestinien, ou même une confédération Jordanie-OLP, c'est là une stratégie qui mène à la création d'un Etat sur toute la Palestine. La 'politique d'étapes' nous offre un tremplin qui nous permettra d'atteindre d'autres objectifs."



M. Netanyahu (Israël)

Khaled al-Hassan est allé plus loin quand il a dit récemment :

"Alors que la 'politique d'étapes' prescrit d'accepter tout ce qui est possible au cours de la première étape, nous sommes décidés à mener la lutte jusqu'à l'objectif final. La lutte sera longue et ne se terminera que lorsque le sionisme aura été annihilé."

Que voyons-nous donc ici? Nous voyons que l'OLP n'a pas modifié d'un pouce son objectif. Il continue de refuser à Israël son droit d'exister. Il continue de rechercher activement sa destruction. Il continue de pratiquer une campagne délibérée de terreur contre les enfants, les femmes, les chalands, les voyageurs. Cette campagne mise au point par le Fatah est maintenant la base de toutes les factions de l'OLP, qu'elles soient pour ou contre Arafat, comme le démontrent facilement les meurtres à bord de l'Achille Lauro, à Larnaca, à Barcelone et à Malte. Comme à l'époque des nazis, les Juifs sont mis à part pour être exterminés.

Après chaque scandale, l'OLP publie naturellement les déclarations ambiguës, les mensonges et les démentis habituels. Elle compte sur la crédibilité et la bonne foi des sociétés civilisées qui croiront un mensonge si on le leur répète assez souvent et s'il leur permet d'éviter des vérités désagréables. En cela, l'OLP suit fidèlement Goebbels, autre mentor de Husseini.

Ces mensonges ne connaissent apparemment pas de limite. On me dit qu'il y a quelques heures - il y a une heure et demie, en fait - un haut représentant de l'OLP, Farouk Kaddoumi, a déclaré que, sur l'Achille Lauro, Mme Klinghoffer avait poussé son mari par-dessus bord pour toucher son assurance. Je ne crois pas que Goebbels lui-même aurait pu inventer cela.

Des mensonges et des tromperies. Scandaleux mensonges et tromperies. Telle est la technique. Vous dites une chose en arabe; vous en dites une autre en anglais, en français ou en quelle que langue que ce soit. Quand Arafat parle en anglais, il parle de paix, ou de vagues formules de paix - la paix du tombeau dont j'ai parlé - mais quand il parle en arabe, il parle de guerre. Au cours d'une émission de "La voix de la Palestine" diffusée d'Alger, le 1er décembre, il a dit :

"Le peuple palestinien se battra contre l'ennemi sioniste même s'il faut tuer le dernier bébé dans le ventre de sa mère."

On ne sait pas s'il parlait d'un bébé palestinien ou d'un bébé sioniste. Je crois que cela importe peu. Ce qui importe, c'est cet attachement cruel, sans réserve, à une guerre totale, à une guerre jusqu'au dernier bébé, à une guerre

M. Netanyahu (Israël)

d'extermination, et ce mépris hautain des souffrances qu'une telle guerre infligerait aux Arabes comme aux Juifs. Encore une fois, Arafat suit fidèlement la "voie tracée par le mufti".

Je suis heureux de constater que cette assemblée a eu la sagesse de reconnaître que même les excès avaient leur limite lorsqu'elle a choisi de ne pas inviter cet homme qui représente une telle organisation, un tel patrimoine, aux célébrations qui devaient avoir lieu à l'occasion du quarantième anniversaire des Nations Unies.

Mais quand nous parlons d'hypocrisie et de déclarations ambiguës, nous ne devons pas en laisser l'exclusivité à l'OLP. L'OLP n'est pas seule à massacrer des Juifs et des Arabes palestiniens dans leur "quête de paix" dont ils se vantent tant. Il y en a beaucoup d'autres qui font de même. Plusieurs pays dont les représentants ont versé des larmes de crocodile sur le "sort des Palestiniens" qu'ils ont joyeusement tués, tout comme l'OLP, et qu'ils ont empêchés de parvenir à une solution pacifique avec Israël. Toute la bile que ces représentants ont déversée ici ne mérite pas de réponse, mais je voudrais me pencher sur un exemple qui, à mon avis, est la quintessence même de ce dont nous parlons : la Syrie. La Syrie a massacré des masses d'Arabes palestiniens, non seulement au Liban mais, comme l'OLP l'admet elle-même - que dis-je "l'admet"; elle en accuse Assad - dans les camps de Yarmuk, d'Haled et de Darah en Syrie même. On pourrait donner d'autres exemples, mais l'essentiel, c'est que la question de Palestine est un mot de passe, qu'elle n'est qu'un slogan vide dont se servent les extrémistes du monde arabe tout entier dans leur guerre pour la puissance et la primauté. Je pense qu'on peut voir ce qui les unit. Pas grand-chose, mais par leur réjection de Camp David, ils ont établi un front commun, connu sous le nom de front du refus. On voit que ce qui unit ces extrémistes de Tripoli à Aden, à Damas, à Bagdad, c'est la volonté de détruire toute initiative qui cherche véritablement à rapprocher les parties.

M. Netanyahu (Israël)

Un affrontement existe au Moyen-Orient entre une attitude de modération, faible, hésitante et craintive, ou un désir de modération, et l'extrémisme. Dans cet affrontement, rien ne saurait remplacer le courage. Les modérés doivent choisir; ils doivent arrêter une position; ils doivent refuser de céder à la politique du rejet; ils doivent défier l'emprise de la terreur et de l'intimidation; ils doivent publiquement désavouer et rejeter les descendants du mufti; ils doivent récuser le genre de déclarations que j'ai citées aujourd'hui, cette chaîne de venin et de haine. Je peux assurer à l'Assemblée qu'à l'instant même où ils le feront, ils trouveront en Israël un partenaire des plus enthousiastes pour la paix.

Les dirigeants israéliens ont exprimé à maintes reprises en cette instance et ailleurs leur désir d'entamer des négociations directes. Je crois que de telles négociations, menées de bonne foi par les parties en quête véritablement d'une solution pacifique pourraient étonner le monde. Les problèmes qui semblent insolubles pourraient être rapidement résolus et la perspective d'un nouveau départ pour les Juifs et les Arabes, qui était illusoire jusqu'ici, ne nous échapperait plus.

M. VELAZCO SAN JOSE (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : Année après année, nous nous réunissons en cette salle pour débattre de la question de Palestine et, chaque fois, nous répétons, comme les années précédentes, qu'il ne saurait y avoir de solution à la crise du Moyen-Orient qui ne passe par la solution du problème palestinien, qui est au coeur de cette crise. A chaque fois, on réaffirme qu'il faut reconnaître et respecter le droit du peuple palestinien d'établir son foyer définitif dans sa propre patrie et reconnaître, une fois pour toutes, que l'Organisation de libération de la Palestine est le représentant légitime de ce peuple.

Cependant, en dépit de cette clameur de la communauté internationale, les Palestiniens continuent de mener une vie errante, d'être victimes de toutes sortes d'outrages et de discriminations sur la terre qui les a vu naître, privés des droits les plus élémentaires, insultés, persécutés, calomniés, assassinés par les balles et les bombes de ceux qui prétendent représenter un peuple qui a autrefois subi des outrages semblables de la part de l'Allemagne nazie. Tel est le paradoxe de cette terrible situation. Les dirigeants sionistes d'Israël appliquent aujourd'hui au peuple palestinien les mêmes méthodes, avec la même cruauté et le

M. Velazco San Jose (Cuba)

même acharnement, que celles dont le peuple hébreu a été victime aux mains des hordes hitlériennes.

Parce que rien ne ressemble plus aux pogromes d'hier que le déplacement des habitants de villages entiers, le dynamitage de maisons, la destruction de communautés au moyen de tracteurs jusqu'à ce qu'il ne reste aucun signe de vie. Quelles différences y a-t-il entre les camps de concentration et les chambres à gaz d'hier, et les images dantesques d'hommes, de femmes et d'enfants assassinés dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila? Pendant combien de temps encore la communauté internationale permettra-t-elle à cette tragédie de tous les jours, de tous les mois, de tous les ans de se poursuivre? Pendant combien de temps encore la communauté internationale acceptera-t-elle ces abus de la part du régime sioniste et son rejet systématique des accords et des résolutions du Conseil de sécurité et de cette assemblée générale? Ou s'avérerait-il impossible pour la majorité écrasante des nations représentées aux Nations Unies de faire respecter la Charte de cette organisation et de mettre fin, une fois pour toutes, à la politique de génocide pratiquée par Israël?

A ceux qui brandissent de façon démagogique la bannière des droits de l'homme et qui, hypocritement, se disent horrifiés par les prétendues violations de ces droits dans certaines régions du monde, il convient de rappeler que les droits du peuple palestinien ne peuvent être violés parce que, tout simplement, ils n'ont aucun droit, parce que, tout simplement, les sionistes ne considèrent pas les Palestiniens comme des êtres humains.

Chaque année, à cette époque, la presse et la télévision de cette ville accordent de grands titres à la situation des citoyens de ce pays qui n'ont pas de logement et qui doivent se réfugier dans des centres créés spécialement pour eux, afin de ne pas mourir de froid. Les représentants ont-ils jamais lu des articles dans la presse ou vu des émissions à la télévision au sujet du froid dont souffrent les familles palestiniennes dans les camps de réfugiés? Telle est la logique des sionistes et de leurs partenaires impérialistes : les Palestiniens qui ne sont pas des êtres humains n'ont aucun droit.

Ce n'est un secret pour personne que l'appui politique, économique, militaire et diplomatique que les Etats-Unis fournissent à Israël permet aux sionistes de poursuivre leur politique arrogante au Moyen-Orient et que, sans l'aide substantielle qu'ils reçoivent dans tous les domaines, ils ne pourraient continuer

M. Velazco San Jose (Cuba)

de dénier au peuple palestinien ses droits les plus élémentaires, d'occuper les hauteurs du Golan ou des territoires libanais ou de lancer leurs bombardiers contre les installations de l'OLP à Tunis.

La politique de terrorisme d'Etat suivie par Israël à l'encontre de ses voisins arabes est le même terrorisme d'Etat que celui auquel recourent les racistes sud-africains contre l'Angola et les pays de première ligne; c'est le même terrorisme d'Etat que pratiquent les Etats-Unis à l'encontre du Nicaragua. Telle est la trilogie du terrorisme d'Etat. C'est le banditisme élevé au niveau international; c'est la même philosophie du mépris le plus absolu pour les peuples; c'est la politique de la force et de la coercition.

C'est cette politique d'Israël et des Etats-Unis qui a empêché jusqu'à présent la tenue d'une Conférence internationale de paix sur le Moyen-Orient, sous l'égide des Nations Unies, avec la participation de tous les Etats intéressés, y compris l'OLP, conformément au paragraphe 6 de la Déclaration de la Conférence internationale sur la Palestine, tenue à Genève en 1983, et à la résolution 38/58 de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 13 décembre 1983.

En dépit des efforts déployés par le Secrétaire général des Nations Unies et de l'appui écrasant qu'a reçu cette initiative de paix, il n'a toujours pas été possible de progresser dans les préparatifs de cette conférence du fait de l'intransigeance d'Israël et des Etats-Unis, qui s'obstinent à y faire obstacle.

M. Velazco San Jose (Cuba)

Le Mouvement des pays non alignés, qui a toujours apporté son assistance et manifesté sa solidarité au peuple de Palestine, a réitéré une fois encore, lors de la Conférence ministérielle de Luanda, son appui énergique à la cause de ce peuple et sa condamnation des pratiques israéliennes contre les Palestiniens et autres Arabes vivant sous l'occupation sioniste.

Les ministres ont également réaffirmé que, pour arriver à une paix juste et durable au Moyen-Orient, il fallait qu'Israël se retire de tous les territoires palestiniens et des autres pays arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et que le peuple palestinien puisse jouir de tous ses droits légitimes et inaliénables, y compris le droit de retour dans ses foyers, le droit à l'autodétermination sans influences extérieures, le droit à l'indépendance nationale ainsi que le droit de créer un Etat souverain et indépendant en Palestine, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes.

Le peuple cubain, héritier d'une longue et riche tradition de lutte pour la liberté et la justice, continuera d'exprimer sa solidarité militante avec le peuple palestinien et ne cessera de dénoncer les sionistes et leurs alliés impérialistes qui privent aujourd'hui le peuple palestinien de ses droits les plus élémentaires.

M. ZARIF (Afghanistan) (interprétation de l'anglais) : La question de Palestine est l'un des points les plus anciens de l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Cette question, qui est née des machinations de l'impérialisme mondial et de son enfant illégitime, le sionisme, est concentrée sur le déni arrogant au peuple palestinien de ses droits nationaux inaliénables. Elle est au coeur de tout le conflit arabo-israélien au Moyen-Orient et a occupé les esprits de nombre de nations et d'organisations internationales dans leur recherche d'une solution équitable. Des milliers d'heures ont été passées dans des centaines de conférences et de réunions régionales et internationales pour examiner cette question et des douzaines de déclarations, de décisions, de communiqués, de résolutions et de plans d'action ont été adoptés dans le seul but de mettre fin à la tragédie prolongée que vivent des millions de Palestiniens, en vue d'arriver à une solution durable et complète.

Aucun de ces efforts, cependant, ne nous a rapprochés d'un règlement ou même de l'instauration de la paix : les territoires palestiniens, ainsi que d'autres terres arabes restent toujours sous la ferme poigne de l'occupation israélienne;

M. Zarif (Afghanistan)

des actes de violence et de répression contre les Palestiniens et d'autres populations arabes des territoires occupés affectent des segments de plus en plus grands de ces peuples et il semble ne pas y avoir de fin à la politique israélienne d'acquisition de territoires par la force.

Le fait que la situation lamentable dans laquelle se trouvent les Palestiniens persiste ne peut nullement être attribué au manque d'efforts de la communauté internationale. On ne peut pas non plus prétexter qu'il n'existe pas de base réaliste et équitable sur laquelle construire une solution permanente.

Les Nations Unies ont hérité du problème de Palestine alors que celui-ci avait déjà pris une ampleur dangereuse. Les événements survenus depuis ont beaucoup ajouté aux tensions qui ont plongé la région, à plusieurs reprises, dans des affrontements armés forcenés provoquant des pertes humaines et matérielles énormes.

Consciente de sa responsabilité directe dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'Organisation des Nations Unies est restée saisie de la situation et a fait tous les efforts possibles pour réaliser une paix globale et durable au Moyen-Orient, par le biais d'une solution juste, au problème palestinien. Dans les résolutions de leurs organes les plus éminents et les plus importants, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, les Nations Unies ont donné une définition claire de la nature et de la portée du problème. Ces résolutions reflètent non seulement le verdict de la communauté internationale sur le problème palestinien, mais elles ont également tracé les principes directeurs fondamentaux susceptibles d'y apporter une solution.

Il est fort inquiétant pour l'humanité éprise de paix de voir qu'aucune de ses demandes répétées de rétablissement de la paix dans cette région du monde ravagée par la guerre, par la mise en oeuvre des résolutions des Nations Unies, n'a été respectée par le régime sioniste d'Israël et ses mentors impérialistes.

Violant la Charte et les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de façon flagrante et répétée, Israël refuse obstinément de retirer ses forces et son administration des territoires palestiniens et autres terres arabes qu'il occupe depuis 1967. Conformément à leur ambition cynique de créer un prétendu "grand Israël", les dirigeants sionistes se sont engagés dans la voie de l'absorption des territoires des autres. En dépit des avertissements lancés par la communauté internationale, le régime sioniste a promulgué la "loi fondamentale"

M. Zarif (Afghanistan)

qui proclame la Ville sainte de Jérusalem capitale "éternelle" d'Israël. De même, Israël refuse, non seulement de rendre les vastes territoires de la République arabe syrienne des hauteurs du Golan à la Syrie, mais il a même pris des mesures législatives visant à les annexer à Israël de façon permanente.

Les mêmes pratiques illégales peuvent être observées dans les territoires occupés de la rive occidentale et de la bande de Gaza. Israël persiste dans sa politique consistant à multiplier les établissements juifs dans ces régions. Comme dans le passé, des milliers d'autochtones ont été, l'année dernière, évacués par la force de leurs foyers et de leurs villages ou ont dû les abandonner sous l'effet de pressions énormes et de politiques d'intimidation des autorités d'occupation et des colons sionistes. Les terres et les propriétés ainsi confisquées servent en général à l'établissement de nouvelles colonies ou au développement des anciennes, ou à la construction de nouvelles installations militaires pour les forces d'occupation.

D'autres lois et règlements, mis en oeuvre par les autorités israéliennes en violation complète des Conventions de Genève de 1949, ont étendu leurs effets néfastes à tous les aspects de la vie dans les territoires occupés. Les administrations locales, telles que les conseils de ville et de village, ont été démantelées et les personnalités élues renvoyées et remplacées par une administration militaire ou civile de la puissance occupante. Des institutions académiques et sociales, telles qu'écoles, universités et syndicats, sont fermées les unes après les autres. Les mosquées islamiques et les lieux saints sont profanés et des civils pacifiques restent une cible de harcèlement constant de la part de groupes terroristes de colons armés ou des forces de police de la puissance d'occupation.

Ces pratiques et d'autres comparables restent une source d'inquiétude permanente pour la population des territoires occupés et pour l'humanité concernée. Les souvenirs amers du massacre de réfugiés palestiniens innocents dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila et du raid aérien pirate lancé sur Tunis, qui a fait plus de 160 morts, sont encore présents à nos mémoires. Si nous voulons empêcher que ces actions brutales et révoltantes ne se reproduisent, nous devons prendre des mesures énergiques pour désarmorer les tensions qui s'accroissent du fait des atrocités commises par le régime sioniste.



M. Zarif (Afghanistan)

Il est inutile de s'étendre sur le fait que l'arrogance sioniste n'aurait pas pu l'emporter ainsi sur la volonté expressément répétée de la majorité écrasante de l'humanité si elle n'avait pas été défendue et encouragée par ses alliés impérialistes et, en tout premier lieu, par l'impérialisme américain. Les Etats-Unis qui ont forgé une prétendue "alliance stratégique" avec le régime sioniste, lui ont accordé un soutien politique, économique et militaire inconditionnel énorme qui lui a permis de perpétrer ses actes d'agression contre les pays arabes souverains de la région, notamment la Syrie et le Liban. C'est l'impérialisme américain qui a efficacement paralysé le Conseil de sécurité en ayant recours à son droit de veto pour empêcher l'adoption de mesures qui rappelleraient à l'ordre le régime hors-la-loi qu'est devenu Israël.

M. Zarif (Afghanistan)

C'est l'impérialisme américain qui a paralysé le Conseil de sécurité en ayant recours au droit de veto pour empêcher l'adoption de mesures visant à rappeler à l'ordre le régime hors-la-loi d'Israël.

La réponse négative des Etats-Unis aux appels répétés de l'Assemblée générale en faveur de la convocation d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient constitue une nouvelle preuve des complots fomentés par les Etats-Unis à l'encontre de la paix et de la sécurité internationales. Nous condamnons une attitude aussi irresponsable sur l'une des questions les plus brûlantes de notre temps. A cet égard, nous nous félicitons de la position constructive de l'Union soviétique et nous exprimons notre appui aux propositions réalistes qu'elle a formulées le 30 juillet 1984.

Tout en exprimant notre reconnaissance au Secrétaire général pour les efforts qu'il a déployés en vue de préparer le terrain pour la tenue de cette conférence, nous lui demandons instamment de redoubler d'efforts en ce sens.

Il est bien sûr nécessaire que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien, participe à une telle conférence sur un pied d'égalité. Nous condamnons toute tentative visant à dissocier la question de Palestine des autres questions relatives à la situation au Moyen-Orient et nous considérons que tous les accords partiels et collusoires n'ont aucune valeur morale ou validité juridique. L'expérience passée a montré que seul un règlement juste et global peut apporter une paix durable au Moyen-Orient et que, à cette fin, il est indispensable que le peuple palestinien recouvre ses droits nationaux inaliénables.

L'héroïque peuple palestinien et les courageux patriotes de Syrie et du Liban, dans la lutte qu'ils mènent pour recouvrer leurs territoires et exercer leurs droits nationaux, jouissent de la pleine solidarité du peuple et du gouvernement afghans.

Je souhaite conclure ma déclaration en citant un extrait du message que Babrak Karmal, secrétaire général du Comité central du parti démocratique populaire de l'Afghanistan et président du Conseil révolutionnaire de la République démocratique d'Afghanistan, a adressé à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien :

"Le peuple et le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan condamnent énergiquement Israël pour son occupation continue des territoires

M. Zarif (Afghanistan)

arabes et palestiniens et condamnent les Etats-unis pour leur appui total à la politique expansionniste et colonialiste et à la politique d'agression menées par Israël.

La République démocratique d'Afghanistan appuie les efforts inlassables déployés par les Nations Unies en vue de trouver une solution globale et juste au problème du Moyen-Orient et elle estime de même que la tenue immédiate d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), conformément à la volonté de la majorité écrasante des nations, pourrait apporter une paix durable au peuple arabe palestinien et aux peuples arabes vivant sous occupation israélienne.

Je voudrais une fois de plus réitérer notre ferme appui et notre solidarité au peuple arabe de Palestine et aux autres peuples arabes qui luttent contre les politiques inhumaines du sionisme et de l'impérialisme."

M. SAIGNAVONG (République démocratique populaire lao) : Chaque année qui passe, la question de Palestine, qui date de près de 40 ans, ne fait que s'aggraver et se compliquer davantage. Dans sa politique expansionniste, Israël non seulement a refusé de se retirer des territoires arabes qu'il occupe depuis 1967, mais, au contraire, a essayé par tous les moyens d'annexer ces territoires, notamment en y poursuivant l'implantation de colonies de peuplement juives, en effectuant des déplacements forcés ou des déportations de la population arabe et en confisquant des terres arabes. Et même, pour faciliter l'annexion de ces terres, les autorités militaires d'occupation n'ont pas hésité à inciter les colons juifs armés à se livrer à des actes de provocation, d'intimidation et de violence à l'égard des Palestiniens en vue de les décourager et, partant, de les obliger indirectement à abandonner leurs foyers ancestraux. A cela se sont ajoutés, presque quotidiennement, des actes de répression contre les Palestiniens dans les camps de réfugiés.

L'examen de ces faits nous montre qu'Israël ne voulait pas seulement l'annexion des terres palestiniennes, mais qu'il voulait, en plus, l'élimination physique du peuple palestinien. Son acharnement contre celui-ci ne s'est pas limité uniquement à la Palestine, mais s'est poursuivi jusque dans les pays arabes voisins et même lointains. L'agression contre le Liban, dont une partie du territoire est encore occupée, le siège de Beyrouth, les massacres de Chatila et de

M. Saignavong (Rép. dém. pop. lao)

Sabra, pour ne citer que quelques cas, sont encore frais dans notre mémoire et, récemment, le bombardement par l'aviation militaire israélienne d'un quartier de la ville de Tunis, qui se trouve à des milliers de kilomètres des côtes israéliennes - bombardement qui a fait plusieurs victimes civiles palestiniennes. D'ailleurs, ces actes ont été énergiquement condamnés par la communauté internationale tout entière, à l'exception du protecteur d'Israël auquel ce dernier est lié par une "alliance stratégique". Sans le soutien inconditionnel et l'aide multiforme de ce protecteur, Israël n'aurait pas pu continuer ainsi à violer impunément les dispositions de la Charte et les résolutions des Nations Unies ainsi que les normes du droit international et à défier avec arrogance la communauté internationale.

A ce propos, l'on ne peut s'empêcher de se demander comment une grande puissance, membre permanent du Conseil de sécurité, qui se prétend, de surcroît, le champion des droits de l'homme et de la démocratie, a pu donner son aval à des actes qui constituent une violation flagrante des droits fondamentaux d'un peuple, le peuple arabe palestinien, ou à la politique d'apartheid, considérée par la communauté internationale comme un crime contre l'humanité. En somme, quant on voit comment cette puissance se conduit elle-même en Amérique centrale, notamment à l'égard du Nicaragua, cela ne nous surprend pas outre mesure. Du reste, le sionisme et l'apartheid, avec lesquels elle maintient respectivement une "coopération stratégique" et un engagement constructif, servent les intérêts de sa politique impérialiste. Il va sans dire que cette politique et ces pratiques barbares d'Israël à l'égard du peuple palestinien, en engendrant une suite sans fin de violence, n'ont fait qu'aggraver la tension dans la région et accentuer ainsi la menace sur la paix et la sécurité internationales.

La communauté internationale a, à plusieurs reprises, réaffirmé que la question de Palestine est au coeur du problème du Moyen-Orient et à l'origine du conflit arabo-israélien. Cette question exige une solution rapide parce qu'elle n'a que trop duré. Mais quel genre de solution?

Le peuple palestinien qui a mené, jusqu'à présent, une lutte héroïque sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), son seul représentant légitime, ne revendique rien d'autre que la reconnaissance de ses droits nationaux fondamentaux, dont celui de créer son propre Etat indépendant en Palestine.

M. Saignavong (Rép. dém. pop. lao)

Dans la déclaration de Genève, adoptée par acclamation à l'unanimité par la Conférence internationale sur la question de Palestine, tenue en 1983, et entérinée par l'Assemblée générale des Nations Unies, ces droits inaliénables du peuple palestinien ont été réaffirmés. En outre, cette déclaration demandait également la convocation d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient, à laquelle participeraient, sur un pied d'égalité, toutes les parties au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ainsi que les Etats-unis, l'Union soviétique et d'autres pays concernés, en établissant à cet effet un certain nombre de principes directeurs.

M. Saignavong (Rép. dém. pop. lao)

Pour sa part, ma délégation voudrait réaffirmer son soutien à la convocation d'une telle conférence qui est la voie la plus réaliste susceptible de déboucher sur l'établissement d'une paix juste et durable dans la région et la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, et de garantir l'existence et la sécurité de tous les Etats de la région. La conférence pourrait prendre comme base de travail le Plan de paix arabe adopté par le Sommet arabe de Fès, ainsi que l'initiative avancée par l'Union soviétique en 1984.

L'Assemblée générale, en faisant siennes les recommandations de la Conférence sur la question de Palestine, a, lors de ses trente-huitième et trente-neuvième sessions, invité le Secrétaire général à poursuivre ses efforts en vue de contribuer à la convocation rapide d'une conférence de la paix sur le Moyen-Orient.

Ma délégation voudrait, à cet égard, exprimer sa haute appréciation pour les efforts inlassables déployés par le Secrétaire général à cette fin. Elle tient aussi à rendre hommage au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour le dévouement avec lequel il s'est acquitté de sa noble tâche.

Il est cependant regrettable que la convocation d'une telle conférence se soit heurtée jusqu'à présent à l'opposition catégorique de deux pays qui s'obstinent à poursuivre leur plan de "paix séparée" et de "négociations directes" en voulant en écarter la principale partie intéressée, l'OLP; ce plan ne vise au fond qu'à servir leur politique expansionniste et impérialiste dans la région comme dans le reste du monde.

Quoi qu'il en soit, nous pensons qu'avec l'unité et la cohésion du peuple palestinien et la solidarité indéfectible du monde arabe, les obstacles qui se dressent encore sur le chemin de l'établissement d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient ne sont pas insurmontables. Quelles que soient les difficultés que puisse rencontrer le peuple palestinien dans sa juste lutte, le soutien du peuple et du Gouvernement lao lui est toujours acquis.

M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne) (interprétation de l'arabe) : Une fois de plus, nous étudions la "question de Palestine", question qui a figuré constamment à l'ordre du jour de l'Assemblée générale au cours des 40 dernières années, très exactement depuis que la délégation britannique, dans un message du 2 avril 1947 adressé au Secrétaire général des Nations Unies, a demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la deuxième session de l'Assemblée générale.

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Bien que nos débats n'aient pas contribué, comme il fallait s'y attendre, à la solution de la question de Palestine, il n'ont pas été complètement inutiles, ne serait-ce que parce qu'ils nous rappellent chaque année, ainsi qu'au monde entier, qu'il y a à l'ordre du jour une question intitulée "Question de Palestine".

Il est hélas paradoxal que nous soyons heureux que cette question reste à l'étude; mais si nous ne continuions pas à en discuter, elle pourrait être oubliée en raison des choix arabes à l'heure actuelle, dans la mesure où cet exposé annuel est devenu partie intégrante de ces choix.

La question de Palestine, ses causes et son évolution sont bien connues de tous. Il n'est pas nécessaire de parler de ses dimensions politiques, nationales, régionales et internationales. Est-il nécessaire de réaffirmer à chaque session qu'aucune question au monde n'a fait l'objet d'autant de dissimulation, de négligence et d'indifférence de la part de la communauté internationale que la question, le peuple, le territoire et la lutte de la Palestine? Est-il vraiment nécessaire de rappeler à chaque session que la question de Palestine est celle de tout un peuple déplacé du fait du terrorisme et de la violence, dont le territoire a été usurpé par la force et l'agression et dont les droits ont été arrachés par la tromperie? Est-il besoin de rappeler que les politiques de génocide, de répression, d'exil et de déplacement sont toujours pratiquées à l'encontre du peuple des territoires palestiniens? Est-il besoin de répéter chaque année que toute solution juste et durable à ce qui est maintenant connu comme la "question du Moyen-Orient" passe nécessairement par la solution de la question de Palestine, laquelle est au coeur du problème du Moyen-Orient et à la base de la tragédie qui afflige la population de la région?

Les réponses sont parfaitement connues de tous. Mais nous sommes condamnés à les répéter chaque année, à chaque session, comme si nous étions profondément effrayés que notre cause soit réellement oubliée et que la communauté internationale ignore nos droits du fait des choix arabes prônés par certains, choix qui nous placent, nous et le peuple palestinien, à l'entrée d'un long tunnel sombre au bout duquel nous ne voyons pas poindre le jour.

Au cours de la session, nous avons célébré le quarantième anniversaire de la création des Nations Unies, mais la question de Palestine et la tragédie du peuple palestinien demeurent sans solution. La situation explosive qui prévaut

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

dans la région arabe, conséquence de l'usurpation de la Palestine, du déplacement de son peuple et du déni de ses droits fondamentaux - au premier rang desquels figure le droit au retour, à l'autodétermination et à la création de son propre Etat indépendant sur son territoire national - reste un sujet de préoccupation pour la communauté internationale.

L'ennemi sioniste usurpateur ne s'est pas contenté d'usurper la terre et de déplacer le peuple palestinien; il a également harcelé les réfugiés palestiniens dans leurs camps où, à différentes reprises, ils ont été l'objet des tragédies les plus horribles et d'une extermination préméditée pour supprimer leur existence en tant que symbole de leur cause.

Malgré ces tragédies et bien que 40 années se soient écoulées, la communauté internationale, représentée dans cette organisation, ne réussit toujours pas à permettre au peuple palestinien d'exercer son droit légitime inaliénable au retour et à l'autodétermination conformément à la Charte des Nations Unies, aux principes du droit international et à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Cette persistance de la tragédie du peuple palestinien compromet la crédibilité et notamment l'utilité de notre organisation; en effet, 40 ans se sont écoulés depuis sa création et le début de la tragédie du peuple palestinien. Nous voyons aujourd'hui l'entité sioniste, sans vergogne, saccager la région, violer les frontières, enlever des citoyens, démolir des maisons, incendier des fermes, confisquer des terres, violer des conventions internationales, bafouer les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Tout ceci fait planer le doute sur la crédibilité et même sur l'utilité de l'Organisation.

L'entité sioniste refuse depuis 40 ans d'appliquer le paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, adoptée le 11 décembre 1948, qui prévoit expressément le droit du peuple palestinien de retourner dans ses foyers.



M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Le problème des réfugiés palestiniens n'est toujours pas résolu et constitue aujourd'hui l'un des grands problèmes mondiaux. Les pays arabes d'accueil reçoivent maintenant les troisième et quatrième générations des réfugiés palestiniens en exil. En fait, le problème des réfugiés est devenu si important que certains dans le monde sont persuadés que la question de Palestine n'est qu'une question de réfugiés.

Mais pour important qu'il soit, le problème des réfugiés palestiniens n'est qu'un élément de la question de Palestine qui est la question de tout un peuple qui a été déplacé de secteurs usurpés; c'est la question d'une patrie et d'une souveraineté. Toute tentative visant à faire de la question de Palestine un simple problème de réfugiés est vouée à l'échec. Nous connaissons tous les échecs dus à des conceptions erronées et à l'incapacité d'analyser et de comprendre. Toute tentative qui ne tiendra aucun compte des droits inaliénables du peuple palestinien connaîtra le même sort, quelle que soit la manière dont elle sera présentée, quelles que soient les intentions.

Compte tenu du mépris de l'entité sioniste à l'égard des résolutions et des recommandations des Nations Unies, nous pensons que le moment est venu pour l'Assemblée générale de revenir sur sa position vis-à-vis de l'entité sioniste, entité qui n'est pas éprise de paix, selon les termes de la résolution adoptée lors de la neuvième session extraordinaire.

Les Etats-Unis, à la suite de leur accord stratégique avec l'entité sioniste sont devenus un partenaire direct avec ...

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je donne la parole au représentant d'Israël, qui a demandé à intervenir sur une motion d'ordre.

M. BEIN (Israël) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a plusieurs fois appelé mon pays, Israël, "entité sioniste". Je voudrais souligner que je ne m'oppose pas à ce que l'on soit appelé "sioniste". Au contraire, j'en suis très fier. Comme tous les membres le savent, le sionisme est le mouvement de libération nationale du peuple juif. C'est un mouvement positif pour une évolution uniquement constructive. C'est le mouvement national légitime de mon peuple et il n'est dirigé contre aucun autre peuple ou individu.

Ce à quoi je m'oppose, cependant, c'est qu'un Etat, Membre de l'Organisation des Nations Unies, soit appelé "entité". Nous aussi nous pourrions appeler la Jamahiriya arabe libyenne une entité militaire, autoritaire, agressive, terroriste

M. Bein (Israël)

et raciste, mais nous préférons ne pas le faire. Nous préférerions que les membres qui interviennent à l'Assemblée générale n'emploient pas constamment ces termes désobligeants.

Je rappelle que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont un nom. Je propose, monsieur le Président, que vous demandiez aux représentants d'utiliser ces noms, et seulement ces noms, même lorsqu'ils sont l'objet de critiques. Nous devons tous nous abstenir de nous lancer des injures et ne nous livrer qu'à des délibérations constructives.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant d'Israël de son intervention. Je prie l'orateur de bien vouloir utiliser le nom généralement reconnu au sein de l'Organisation des Nations Unies lorsqu'il parle d'un Etat. J'invite l'orateur à poursuivre.

M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne) (interprétation de l'arabe) : Je trouve étrange, monsieur le Président, d'être interrompu par le représentant de l'entité sioniste particulièrement provocante. Tous les Membres connaissent parfaitement la procédure suivie dans cette enceinte. Il peut exercer son droit ...

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je serais reconnaissant aux représentants, pour le bon déroulement des délibérations de cette assemblée, de bien vouloir mentionner les pays par le nom qui est officiellement le leur aux Nations Unies. Cela ne nous conduira nulle part d'avoir à utiliser de longues et pénibles procédures de part et d'autre en se référant aux Etats en des termes qui ne sont pas de mise dans cette enceinte.

Je demande également au représentant d'Israël, dont le discours n'a pas été particulièrement discret, de se souvenir qu'au cours d'une intervention spontanée, il peut arriver qu'un tel langage soit parfois utilisé au cours de débats de ce genre à l'Assemblée. Je vous remercie de votre collaboration. J'invite l'orateur à poursuivre.

M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne) (interprétation de l'arabe) : Les Etats-Unis, à la suite de leur accord avec l'entité sioniste, sont devenus un partenaire direct, endossant une large responsabilité pour toutes les guerres agressives et expansionnistes menées par cette entité visant le grand Israël. Les Etats-Unis sont également responsables de toutes les pratiques israéliennes dans les territoires arabes occupés, en violation de toutes les conventions, normes et lois internationales.

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Certains Membres à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, même dans les commissions, se plaisent à parler de l'histoire et du droit. L'histoire et le droit n'ont jamais été aussi déformés qu'ils le sont par ces orateurs. Cette falsification a pour but de se rallier la sympathie de la communauté internationale pour les persécutions qu'ont subies les Juifs à travers les âges afin de justifier la réinstauration d'un Etat juif au bout de 2 000 ans. Cet Etat juif n'a existé que 78 ans, ce qui est une période très courte dans l'histoire. On s'appuie sur la vérité pour plaider le faux.

Il est certain que l'on condamne les massacres des Juifs par les Nazis. Mais ces massacres, tout aussi horribles soient-ils, ne justifient pas que l'on récrive l'histoire et le droit. Ces massacres ne justifient nullement les nouveaux massacres perpétrés par le sionisme contre le peuple palestinien, tels que les massacres de Deir Yassin, Kfar Kassem, Kibia, Sabra et Chatila. Ils ne justifient pas les raids sionistes, comme le dernier en date, détruisant complètement les camps de réfugiés. Le champ de ces attaques s'est élargi. Ces attaques ne se limitent plus au Liban, à la Jordanie ou à la Syrie, mais la main de fer va frapper maintenant jusqu'à Bagdad et Tunis.

Les massacres des Juifs ne justifient pas le génocide de tout un peuple, le déplacement de ses enfants et la confiscation de son territoire et de ses biens sur la base d'arguments mythiques, n'ayant aucun fondement dans l'histoire ou le droit. Quelle est donc la base historique de la tentative faite par l'empereur Cyrus, la première dans l'histoire, visant à créer un Etat juif en Palestine, si ce n'est qu'il rêvait que Jéhovah lui avait ordonné de libérer les prisonniers de Babylone et de leur permettre de retourner en Palestine pour créer leur Etat? Que la vision de Cyrus soit vraie ou ne soit que l'expression de ses ambitions politiques, le résultat est le même : la seule base historique ou juridique de cet Etat est un rêve d'une nuit d'été en 539 avant Jésus-Christ. Et quelle est la base de la promesse napoléonienne de 1799 de créer un Etat pour les Juifs en Palestine pour le prix de leur participation dans les guerres? Quelle est la base historique des thèses de Palmerston, le ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne, en 1840 pour la création d'un Etat juif en Palestine, si ce n'est qu'il espérait que cet Etat constituerait un rempart contre tout sinistre projet de Muhamad Ali ou de ses successeurs?

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Quelle était la base historique du plan préconisé par Disraeli, l'homme d'Etat britannique, en vue de préparer la voie à la création d'un Etat juif en Palestine? Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères de l'entité sioniste et président du Comité des affaires extérieures de la "Knesset", a été très explicite à cet égard lorsqu'il a déclaré :

"Disraeli était guidé d'abord et par-dessus par les intérêts de la Grande-Bretagne."

Les mobiles de Napoléon, de Disraeli, de Palmerston et de Balfour étaient exactement les mêmes en ce sens qu'ils n'avaient rien à voir avec l'histoire ou le droit et ne visaient qu'à servir des intérêts politiques particuliers.

Par conséquent, s'il faut invoquer la notion de droits historiques, les Arabes sont seuls autorisés à pouvoir y prétendre, car une analyse objective des faits historiques et les leçons qui en découlent confirment sans équivoque que la Palestine est un territoire arabe dont les habitants parlent la même langue, partagent la même culture et les mêmes espoirs et sont unis par les mêmes intérêts. La Palestine, arabe depuis 4 000 ans, a conservé son identité bien qu'elle ait été envahie au fil du temps par plusieurs communautés ou Etats. La Sainte Bible elle-même affirme que des tribus cananéennes sémites vivaient en Palestine. Ces tribus étaient arabes de par leur origine géographique. Ce n'est qu'au XIII<sup>e</sup> ou au XIV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ que les tribus hébraïques avec Josué à leur tête envahirent la Palestine. Les envahisseurs y découvrirent la civilisation prospère dont parle la Bible. Les Cananéens étaient installés en Palestine dès le second âge de la pierre, et leurs origines remontent aux tribus sémites qui, selon les théories acceptées de nos jours par tous les milieux scientifiques, y émigrèrent depuis leur patrie d'origine, la péninsule Arabique.

Donc, historiquement, les anciennes tribus hébraïques n'étaient pas originaires de la Palestine, et même lorsqu'elles l'occupèrent durant une brève période qui ne devait pas excéder 78 ans, elles n'en occupèrent qu'une très petite partie, et une partie plus importante de la Palestine demeura la propriété des Palestiniens qui ont donné leur nom au territoire. Si les anciens Hébreux ne sont pas nés en Palestine, tout le monde sait d'où la nouvelle génération d'Hébreux est originaire et d'où elle est venue pour s'installer en Palestine.

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Tout cela confirme le fait historique que la terre de Canaan, qui était habitée par les Cananéens sémites, c'est-à-dire les Arabes, fut alors envahie par des tribus hébraïques étrangères. Il convient de faire remarquer que l'entité hébraïque n'a existé que pendant très peu de temps - en fait pendant si peu de temps que l'histoire n'en tient pas compte étant donné que cette entité n'a duré que 78 ans, alors que les Arabes ont vécu pendant 4 000 ans en Palestine. L'entité hébraïque se divisa en deux royaumes ennemis : le Royaume d'Israël et le Royaume de Judée. Au XVIIe siècle avant Jésus-Christ, cette double entité disparut, et la région fut envahie par les Perses, les Macédoniens, les Assyriens, les Babyloniens et les Romains, qui s'y installèrent en l'an 64 avant Jésus-Christ, occupèrent Jérusalem et imposèrent leur domination sur la Palestine, qui était alors peuplée d'Arabes et de quelques autres tribus. On peut considérer qu'à partir de 120 avant Jésus-Christ, la Palestine est redevenue une province arabe. Un peuple qui a occupé la Palestine a-t-il le droit d'y retourner après 2 000 ans et de la considérer comme la Terre promise? Les Arabes auraient-ils le droit de retourner en Espagne sous le simple prétexte qu'ils y régnèrent pendant huit siècles? Ces revendications sont-elles fondées en droit international? Les droits historiques sont liés à l'exercice effectif de la souveraineté. Par conséquent, les Juifs n'ont pas plus que les Arabes le droit de prétendre retourner dans une terre sur laquelle ils ont régné pendant une certaine période, car leurs revendications sont sans fondement du point de vue tant historique que juridique.

Les droits anciens et actuels du peuple palestinien jouissent de l'appui le plus ferme des principes du droit international, notamment du droit à l'autodétermination. Ce droit est apparu dans sa forme la plus nette au moment où la Palestine a cessé de faire partie de l'Empire ottoman. Cela nous ramène du passé éloigné au passé récent, lorsque le journaliste autrichien, Theodor Herzl, au moment de la Conférence tenue à Bâle, en Suisse, le 29 août 1897, a avancé l'idée de la création d'un foyer national juif en Palestine.

L'histoire se répète toujours en fonction des intérêts colonialistes politiques. En dépit du fait qu'un grand nombre de communautés juives étaient opposées à cette idée, la Conférence adopta le concept d'un programme sioniste visant à créer une patrie juive en Palestine, qui aurait réuni tous les Juifs qui, depuis 20 siècles, vivaient dispersés dans différents pays, sans racines, origines,

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

histoire ou langue communes. En fait, la seule chose qui les liait, c'était la religion et non la nationalité. Les Juifs non sionistes reconnaissent et admettent ce fait.

En 1878, Herman Adlmer, grand rabbin de Grande-Bretagne a déclaré :

"Depuis l'invasion de la Palestine par les Romains, les Juifs n'ont jamais constitué une communauté politique. Nous, les Juifs, appartenons politiquement aux pays dans lesquels nous vivons : nous sommes anglais, français ou allemands. Bien sûr, nous avons nos propres croyances, mais cela ne nous différencie pas des citoyens qui pratiquent une autre religion. Comme eux, nous contribuons à la prospérité de la patrie qui nous a adoptés, et nous avons les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres citoyens."

Le rabbin américain Weis a réaffirmé la même idée en 1883, et le clergé juif l'a également reconnu dans la résolution adoptée par la Conférence juive tenue à Pittsburgh, où il a été déclaré que :

"Nous, Juifs, ne nous considérons pas comme constituant une nation; nous ne sommes qu'une communauté religieuse. Par conséquent, nous n'aspirons pas à retourner en Palestine. Nous ne désirons pas remettre en vigueur les lois de l'Etat juif. Si, au moment de la création du mouvement sioniste, le clergé juif rejette l'idée de l'existence d'un Etat juif, cette objection demeurera valable pour les milieux juifs non sionistes."

Joseph Reinach, dans le Journal des débats du 30 mars 1919 a écrit ce qui suit :

"Etant donné qu'il n'y a ni race juive ni nation juive et que le seul élément qui existe est la religion juive, le sionisme est une stupidité et une erreur à trois points de vue : historique, archéologique et ethnique."

Theodor Herzl comprit l'importance de l'absence de base territoriale. Il devait déclarer :

"Nous constituons un peuple, mais la difficulté théorique à laquelle se heurte le mouvement sioniste provient essentiellement de ce que ceux qui préconisent le nationalisme s'accommodent de l'absence de territoire."

C'est ce qui explique l'importance accordée par Herzl à l'élément territorial dans la préface à son ouvrage L'Etat juif. Il y fait allusion à l'Argentine et à la Terre Sainte comme ayant été suggérées pour "contenir" cet Etat. Certains proposèrent même l'Afrique orientale britannique comme pouvant convenir à cet

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Etat. A la sixième Conférence de 1903, on lui demanda de choisir entre l'Ouganda et la Palestine et, lors de la septième Conférence, les partisans de la création d'un Etat juif en Palestine l'emportèrent, comme si toutes les régions du monde étaient l'"huître" du sionisme et que ce dernier pouvait établir un Etat là où bon lui semble. Par la suite, il s'est mis en quête d'origines historiques, de liens spirituels et de droits naturels, et c'est ainsi que nous en sommes venus à en discuter ici même depuis 40 ans et plus.

Lorsqu'il fut décidé de choisir la Palestine comme la Terre promise, Ben Gourion avança une nouvelle théorie qui contredisait tous les rabbins qui s'étaient exprimés sur la question. Ben Gourion, citoyen polonais originaire de Plonsk, qui prétendait aimer cette ville et la petite maison qu'il possédait dans les faubourgs, a dit quelque chose de très différent. Il a émis une opinion religieuse que nous ne sommes pas autorisés à discuter si ce n'est dans le contexte de ce que le grand rabbin Herman Adler a déclaré en Grande-Bretagne en 1878.\*

---

\* M. Hepburn (Bahamas), vice-président, assume la présidence.

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Mais qu'a pu dire David Ben Gourion - fondateur du MAPAI et dirigeant du RAFI qui fut, à dix reprises, premier ministre du gouvernement de l'occupation - ou plutôt qu'a-t-il pu avancer comme doctrine? Il a dit : "Depuis la naissance de l'Etat juif et lorsqu'Israël a ouvert ses portes à tous les Juifs, tout Juif, qu'il soit pratiquant ou non, détruit chaque jour les préceptes de la foi juive en demeurant dans la diaspora". Pourquoi Ben Gourion se prenait-il pour un rabbin? Pourquoi accusait-il les Juifs vivant dans la diaspora de ne pas respecter la religion et de manquer de piété? La réponse à cette question se trouve dans une lettre adressée à son fils Amos, qui lui avait fait part des sentiments contradictoires qu'il éprouvait à l'égard de la création de l'Etat juif. C'est pourquoi Ben Gourion répondait à son fils, dans une lettre en date du 5 octobre 1937 : "Je suis un avocat enthousiaste de l'Etat juif même si cela signifie le partage de la Palestine. Car, selon toute logique, un Etat juif de dimension limitée ne sera pas une fin mais un début. Si nous obtenons 1 000 ou 10 000 hectares, nous serons heureux. Ce qui compte, ce n'est pas la quantité de terre, mais le fait que, grâce à cette terre, nous pouvons devenir plus forts et, en devenant plus forts, nous pouvons envisager de nous saisir du reste du pays. Etablir un Etat, même s'il s'agit d'un petit Etat, sera provisoirement l'essentiel car cela nous servira d'axe et de pilier solide pour notre lutte historique dont l'objectif est de regagner l'ensemble du pays".

David Ben Gourion voulait que tous les Juifs émigrent en Palestine pour remplacer les citoyens palestiniens qu'il allait chasser de leur pays. C'est pourquoi il accusait les Juifs qui vivaient à l'extérieur d'Israël de ne pas respecter la religion et de manquer de piété.

Qui plus est, personne ne connaît les frontières de cette entité imposée par la force et la tromperie. Mais Ariel Sharon, l'actuel ministre du commerce d'Israël et héros de triste renom des massacres de Sabra et de Chatila, a déclaré de façon fort explicite que les frontières de cette nouvelle entité s'arrêtent là ou s'arrête le dernier char israélien.

Voilà, en bref, l'historique de la question de Palestine que nous examinons de Palestine que nous examinons aujourd'hui et que nous continuerons d'examiner encore et encore. Nous ne savons pas jusqu'où s'étendra l'entité israélienne. Nous ne savons pas où s'arrêtera le dernier char israélien. Mais tout cela n'a guère d'importance. Le plus important est que les débats de cette session et des



M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

sessions suivantes nous rappellent et, comme je l'ai dit au début de ma déclaration, rappellent au monde entier que notre ordre du jour comporte un point intitulé "La question de Palestine". Dans le contexte de nos options arabes actuelles, que nous avons choisies avec détermination et que nous préconisons avec enthousiasme, nous ne devons pas, nous ne pouvons pas, demander plus.

M. SALEH (Yémen démocratique) (interprétation de l'arabe) : Le problème palestinien est au centre des débats des Nations Unies depuis pratiquement leur création. Notre seule satisfaction est que l'Organisation soit parvenue à défendre ses principes en réaffirmant à maintes reprises le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, à créer un Etat indépendant sur son territoire et en condamnant l'entité sioniste, établie en Palestine, pour ses violations répétées des droits de l'homme et ses pratiques terroristes et répressives contre le peuple palestinien.

Le problème palestinien que nous débattons aujourd'hui n'aurait pas existé sans la conspiration impérialiste et sioniste qui a commencé à être ourdie au début de ce siècle et dont le peuple palestinien continue d'être la victime. En effet, l'entité sioniste a été implantée en terre de Palestine sur la base de l'exclusive raciale et de l'occupation coloniale qui ont eu pour conséquence d'arracher le peuple palestinien à sa terre et de le disperser. Actuellement, cette conspiration impérialiste et sioniste se poursuit car son objectif principal n'est pas seulement de dépersonnaliser le peuple palestinien mais de liquider la présence palestinienne où qu'elle se trouve en consacrant par là la domination totale des peuples arabes par les forces sionistes et impérialistes.

L'histoire contemporaine révèle, jour après jour, le caractère et l'ampleur de cette conspiration. Il n'est un mystère pour personne, dans la communauté internationale, que l'Etat d'Israël, devenu synonyme de terrorisme et de brutalité, est un tremplin pour l'agression et l'expansion et qu'il constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales.

Tout au long des 37 dernières années, Israël n'a cessé d'inscrire à son palmarès de nouveaux épisodes sanglants, continuant à pratiquer le terrorisme, la répression, la déportation contre les Palestiniens, amenant de nouveaux colons sur la base de considérations ethniques ou raciales, les substituant aux habitants palestiniens, implantant des colonies de peuplement afin de faire disparaître la culture arabe des lieux saints et des valeurs spirituelles et humaines.

M. Saleh (Yémen démocratique)

Non contents de ces pratiques répressives et terroristes, sur le territoire palestinien, Israël s'est mis à traquer ce peuple hors de sa patrie. Israël a utilisé les armes les plus odieuses, prohibées internationalement, contre les Palestiniens et les Libanais notamment en 1982, date à laquelle s'est produit l'attaque contre le Liban. Israël s'est également livrée à l'attaque des camps de Sabra et de Chatila qui a fait des milliers de victimes parmi les réfugiés palestiniens, des femmes et des enfants pour la plupart. Au triste palmarès terroriste d'Israël s'est ajouté dernièrement le raid brutal contre le siège de l'OLP à Tunis, en violation de la souveraineté et de l'indépendance d'un Etat Membre des Nations Unies.

Le peuple palestinien, sous la conduite de l'OLP, a continué à démontrer que ses actes de répression et de terrorisme ne l'ont nullement découragé et qu'il est toujours déterminé à poursuivre sa lutte juste et légitime afin de combattre l'occupation de son territoire par Israël par tous les moyens dont il dispose.

L'entité sioniste n'aurait pas été en mesure de poursuivre ses actes terroristes contre le peuple palestinien, de lui refuser ses droits légitimes et imprescriptibles et de poursuivre l'agression contre les Etats arabes, de braver les résolutions de la communauté internationale sans l'aide illimitée que lui prodiguent les Etats-Unis d'Amérique dans tous les domaines, y compris les domaines politique, militaire et économique. L'alliance stratégique entre eux est venue réaffirmer leur communauté d'intérêts et leur volonté de poursuivre une politique agressive expansionniste et d'entraver les efforts déployés par la communauté internationale afin d'établir une paix juste et globale au Moyen-Orient.

Ma délégation réaffirme la solidarité pleine et entière du Yémen démocratique avec le peuple palestinien dans le combat qu'il mène contre les machinations impérialistes et sionistes qui visent à lui imposer des solutions capitulaires et parcellaires sur la voie ouverte par Camp David, par le plan de Reagan ainsi que par d'autres accords séparés. Nous attachons la plus haute importance aux efforts déployés par les Nations Unies pour faire triompher la juste cause du peuple palestinien qui est au cœur même du problème du Moyen-Orient. Et nous tenons à réaffirmer que nous sommes d'accord avec la teneur des résolutions des Nations Unies, à savoir qu'il ne saurait y avoir de paix juste et globale sans un retrait israélien intégral de toutes les terres arabes occupées et sans qu'il soit permis au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux, légitimes et imprescriptibles, y compris ses droits au retour, à disposer de lui-même et à établir un Etat indépendant sur son sol national, sous la conduite de l'OLP.

M. Saleh (Yémen démocratique)

Voilà pourquoi le plan de paix arabe adopté à Fès ainsi que l'initiative de l'Union soviétique avaient à nos yeux une grande importance car il s'agit d'un cadre opérationnel et réaliste susceptible d'instaurer la paix dans la région en préconisant la tenue d'une conférence regroupant toutes les parties au conflit, y compris l'OLP.

Nous sommes convaincus de la victoire du peuple palestinien et de sa cause juste et inéluctable car elle bénéficie de la solidarité de tous les peuples épris de paix, de liberté et d'équité.

M. BAGBENI ADEITO NZENGEYA (Zaïre) : Le 29 novembre 1947, au cours de sa 128ème séance plénière, l'Assemblée générale des Nations Unies recommandait au Royaume-Uni, en tant que puissance mandataire pour la Palestine, ainsi qu'à tous les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, l'adoption et la mise à exécution, en ce qui concerne le futur gouvernement de la Palestine, du plan de partage de l'Etat juif, d'une part, et de l'Etat arabe, d'autre part. L'Assemblée générale demandait au Conseil de sécurité de prendre les mesures nécessaires prévues dans ce plan pour sa mise en oeuvre. Elle élisait également les cinq membres, à savoir : la Bolivie, la Tchécoslovaquie, le Danemark, le Panama et les Philippines, qui composaient la Commission des Nations Unies pour la Palestine.

Aux termes du plan de partage avec union économique de la résolution 181 (II), les forces armées de la puissance mandataire pour la Palestine devaient achever leur évacuation le 1er août 1948 au plus tard pour assurer la libération d'une zone située sur le territoire de l'Etat juif et possédant un port maritime et un arrière-pays suffisants pour donner les facilités nécessaires en vue d'une immigration importante.

Il a été admis que les Etats indépendants arabe et juif commenceraient d'exister en Palestine deux mois après que l'évacuation des forces armées de la puissance mandataire aurait été achevée et, en tous cas, le 1er octobre 1948 au plus tard.

Dans le cadre des mesures préparatoires à l'indépendance de ces Etats, il avait été entendu qu'au fur et à mesure que la puissance mandataire retirerait ses forces armées, elle transmettrait progressivement l'administration de la Palestine à la Commission des Nations Unies pour la Palestine qui agirait conformément aux recommandations de l'Assemblée générale et sous la direction du Conseil de sécurité.

Cette résolution 181 (II) était fort précise en ce sens qu'elle invitait la Commission des Nations Unies pour la Palestine à prendre dès son arrivée en Palestine, des dispositions en vue de fixer les frontières des Etats juif d'une part et arabe d'autre part en se conformant d'une manière générale aux recommandations de l'Assemblée générale relatives au partage de la Palestine.

En vue de marquer la séparation des deux Etats, la résolution 181 (II) indiquait que, pendant la période de transition, aucun Juif ne pourrait établir sa résidence sur le territoire de l'Etat arabe envisagé et aucun Arabe ne pourrait établir sa résidence sur le territoire de l'Etat juif envisagé, sauf sur autorisation spéciale de la Commission.

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre)

Il était en outre demandé à chaque Etat concerné par ce partage d'accepter l'obligation de s'abstenir dans ses relations internationales de tout recours à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts de l'Organisation des Nations Unies.

A la section F du chapitre 4, de la résolution, il est dit que, lorsque l'indépendance de l'Etat arabe ou de l'Etat juif, telle qu'elle est prévue dans le plan, sera devenue effective et que la déclaration et l'engagement prévus dans le plan auront été signés par l'un ou l'autre de ces Etats, il conviendra d'examiner avec bienveillance sa demande d'admission comme Membre des Nations Unies conformément à l'Article 4 de la Charte des Nations Unies.

Comment dès lors aborder la question de la Palestine sans se référer de prime abord à la résolution qui a donné naissance à cette question? Comment peut-on envisager une approche sectorielle de la question de Palestine sans considérer une vision globale, juste et durable de cette question qui intègre les éléments d'ensemble de ce problème, à savoir : la nécessité de se conformer à la résolution 181 (II), qui prône la création d'un Etat arabe palestinien, étant donné que l'Etat juif a été mis sur pied et admis le 11 mai 1949 comme Membre des Nations Unies conformément à ladite résolution, ainsi que l'obligation de reconnaître et de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, conformément aux dispositions des résolutions 181 (II), 194 (III) de l'Assemblée générale et des résolutions 242 (1967), 338 (1973), 476 (1978) et 478 (1978) du Conseil de sécurité, ainsi que la résolution ES-7/2 de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question de Palestine.

C'est dire que la justice et l'équité commandent que le peuple arabe de Palestine, tout comme le peuple d'Israël, a droit à une patrie et qu'il doit être reconnu de part et d'autre l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force ou par la guerre et la garantie d'un juste règlement du problème de réfugiés palestiniens. Car, par sa résolution 3236 (XXXIX), l'Assemblée générale a réaffirmé le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance.

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre)

Il revient dès lors à l'Organisation des Nations Unies, tant l'Assemblée générale que le Conseil de sécurité, de faire triompher le droit et la justice à l'endroit du peuple palestinien, étant bien entendu que sa mission consiste à substituer à l'esprit de guerre et de la confrontation celui de la concertation et du dialogue constructif, et c'est dans ce sens que les Nations Unies ont organisé à Genève, du 29 août au 7 septembre 1983, la Conférence internationale sur la question de Palestine, au cours de laquelle la Déclaration de Genève sur la Palestine et le Programme d'action pour la réalisation des droits des Palestiniens ont été adoptés.

Dans cette déclaration, la Conférence a considéré que l'Organisation des Nations Unies avait un rôle essentiel et primordial à jouer dans l'instauration d'une paix d'ensemble juste et durable, tout en reconnaissant que la question de Palestine, qui fut abordée par l'Assemblée générale dès sa première session, constituait l'une des questions les plus délicates et les plus complexes de notre temps.

Et c'est également dans ce sens que les Nations Unies envisagent la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient à laquelle devront participer toutes les parties concernées par cette question.

La délégation du Zaïre estime qu'un effort international global doit être entrepris sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, laquelle a su donner un Etat aux Juifs et a décidé d'un Etat arabe palestinien qu'elle doit aujourd'hui réussir également à donner aux Palestiniens. L'oeuvre normative de l'Organisation des Nations Unies appartient au patrimoine du droit international et doit de ce fait faire triompher le droit et la justice à l'endroit du peuple palestinien.

L'Organisation des Nations Unies demeure le catalyseur des aspirations des peuples à l'autodétermination et doit par conséquent prêter toute l'assistance nécessaire pour la réalisation de l'entité palestinienne et la promotion de son développement économique et social.

Haji OMAR (Brunei Darussalam) (interprétation de l'anglais) : La question de Palestine retient l'attention de l'Assemblée générale depuis pratiquement la création des Nations Unies. Nous célébrons ici le quarantième anniversaire des Nations Unies et continuons de discuter du point de l'ordre du jour intitulé "Question de Palestine". Cela montre que la communauté internationale reconnaît pleinement qu'il est nécessaire de trouver une solution juste et durable au problème, mais souligne aussi combien la recherche de cette solution est difficile et illusoire. Cela signifie en outre que la communauté internationale rejette l'occupation par Israël des territoires arabes et sa politique constante de force et d'oppression contre le peuple palestinien.

Pendant toutes ces années, l'Assemblée générale a réaffirmé à maintes reprises les droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination sans ingérence extérieure, à l'indépendance nationale et à la souveraineté en Palestine ainsi qu'à la création de son propre Etat en Palestine. Elle a également réaffirmé le droit inaliénable au retour dans leurs foyers des Palestiniens déracinés et dispersés. La communauté internationale en est venue à reconnaître que la question palestinienne est au coeur du conflit au Moyen-Orient et que le recouvrement par le peuple palestinien de ses droits inaliénables est indispensable si l'on veut trouver une solution au problème. Nous estimons que sans la participation active des représentants du peuple palestinien aucune négociation ou solution ne conduira à une paix juste et durable au Moyen-Orient. En dépit des nombreuses résolutions adoptées, la Palestine se voit toujours refuser son droit à l'existence, la majorité de ses habitants ont été déplacés et sont devenus des réfugiés, leurs biens ont été expropriés et ils font l'objet de toute une série de persécutions et de harcèlements.

En recourant à la force et à des actes flagrants de terreur, les Israéliens ont renforcé leur politique de retranchement dans les terres qu'ils occupent. L'objectif de la terreur accrue est d'intimider la population palestinienne, de détruire ses institutions communautaires et sociales et enfin de l'expulser de ses terres. De nouvelles colonies ont été implantées dans les territoires occupés en dépit de l'indignation de la communauté internationale. Le Conseil de sécurité a vigoureusement déploré ces politiques et pratiques et a demandé au Gouvernement et au peuple israéliens de renoncer à ces mesures, de démanteler les colonies

Haji Omar (Brunei Darussalam)

existantes et, en particulier, de s'abstenir d'en implanter de nouvelles dans les territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont à maintes reprises condamné les mesures prises par Israël pour changer le caractère physique, la composition démographique, la structure ou le statut institutionnel des territoires occupés.

Nous ne pouvons continuer à retarder les efforts efficaces et sérieux en vue de trouver une solution à la question de Palestine. La communauté internationale ne peut et ne doit pas rester plus longtemps inactive. Elle doit prendre des mesures positives pour contraindre Israël à respecter les différentes résolutions des Nations Unies. Israël doit être amené à comprendre que ses actes qui contreviennent aux résolutions ne feront que prolonger l'affrontement dans la région.

La situation au Moyen-Orient continuera d'être tendue et explosive tant que le peuple palestinien continuera de vivre dans des camps de réfugiés. Toute solution juste et durable à la situation dans cette région doit inclure, en tout premier lieu, une solution à la question de Palestine, qui est au coeur du conflit dans la région du Moyen-Orient. Cette solution doit prévoir le droit inaliénable du peuple palestinien à un Etat indépendant en Palestine. Les Nations Unies et leurs résolutions concernant la question de Palestine fournissent un cadre acceptable pour la recherche de cette solution.

Nous félicitons le Secrétaire général des efforts inlassables qu'il fait pour trouver une solution durable au problème palestinien et nous l'invitons à poursuivre ses efforts en dépit des obstacles qui se dressent sur sa route. Nous louons également le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, l'ambassadeur Massamba Sarré, qui oeuvre sans relâche et avec brio.

M. RAJAIE-KHORASSANI (République islamique d'Iran) (interprétation de l'anglais) : Le présent conflit arabo-israélien, souvent appelé "Question de Palestine", existe depuis quatre décennies. Le nombre de personnes intelligentes et bien informées qui se sont penchées sur ce problème pendant ces décennies douloureuses, se chiffrent par milliers, encore que ce chiffre ne concerne que les hommes d'Etat, les politiciens et les diplomates professionnels. De nombreux autres personnes ont étudié cette question sur laquelle elles ont écrit et fait des recherches. Des milliers de tonnes de papier ont été utilisées au cours de



M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

ces 40 dernières années afin de faire connaître la tragédie de la Palestine au reste de l'humanité, dans l'espoir qu'en informant du problème des millions d'autres personnes il serait possible de se rapprocher d'une solution. En conséquence, de nombreuses personnes, dans toutes les langues, ont suffisamment appris au sujet de la situation en Palestine.

Chaque année, presque toutes les nations du monde votent pour appuyer le peuple palestinien. Cependant, le peuple palestinien continue hélas! d'être sans patrie alors que la terre palestinienne est occupée par de vils usurpateurs sionistes. Les diplomates professionnels, les politiciens, les intellectuels, les gens informés et les érudits, ne font que répéter et ressasser les mêmes choses tous les ans, sans comprendre que les résolutions et les appuis verbaux n'ont débouché sur rien d'autre que sur la pacification de la victime. Si les résolutions avaient été d'une utilité quelconque, le drapeau de la Palestine aurait été hissé, la terre de Namibie aurait été libérée et la majorité noire victimisée d'Afrique du Sud aurait été arrachée aux griffes sanglantes du régime d'apartheid et aurait été également protégée depuis longtemps de l'arrogance globale.

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Le fait que tant d'années se sont écoulées pendant lesquelles on n'a fait que répéter déclarations, interventions, résolutions, amendements, et ainsi de suite, pour n'aboutir à rien aurait dû réveiller la conscience internationale endormie et la faire se demander pourquoi le problème de Palestine est chaque année enterré sous des tonnes de déclarations sympathisantes, de résolutions victorieuses et de documents de soutien. Pourquoi se fait-il que le problème de Palestine, à chaque session de l'Assemblée générale, s'éloigne davantage de la solution, en dépit de tout l'appui dont il est l'objet et en dépit de l'adoption de tant de résolutions sympathisantes?

Le problème de Palestine, qui a été officialisé, si ce n'est entièrement créé, par cette organisation internationale, peut-il être réglé dans le cadre de cette même organisation? Ceux dont les mains criminelles ont remis la Palestine colonisée aux Juifs Ashkenazi migrants, intrus et indésirables dans la région ne sont-ils pas les premiers fondateurs de cette organisation internationale? Les mêmes agents sinistres et funestes n'ont-ils pas offert un appui militaire et politique à ces migrants sionistes afin de déplacer la nation musulmane de Palestine et de la disperser dans des camps de réfugiés? Les mêmes criminels polis et courtois n'ont-ils pas orchestré un scénario dans le but de fabriquer une carte d'identité pour leur base sioniste illégale, qu'ils venaient de promouvoir au rang d'Etat de façon tout à fait artificielle et illégale? N'est-il pas vrai que les Palestiniens, tout au long de ces décennies où ils ont tant souffert et où ils sont devenus des victimes, ont innocemment porté leur cas devant le tribunal du coupable?

L'Organisation des Nations Unies, malgré tout le respect que nous avons pour elle, n'est pas beaucoup plus ancienne que le problème des Palestiniens et, grâce à la présence permanente des forces impérialistes occidentales, les Nations Unies ont participé à la création et à l'officialisation du problème de l'occupation sioniste de la Palestine et, par conséquent, elles sont même en partie responsables de la situation de victime dans laquelle se trouve le peuple palestinien. Par conséquent, il faudrait être simple d'esprit et super-optimiste pour penser que ce même organisme international irait à l'encontre de sa propre raison d'être et rendrait simplement au peuple palestinien ce qu'on appelle ses droits inaliénables. Ces droits ne peuvent certainement pas être rendus par cette organisation. La solution à ce problème doit être recherchée et, en fait, sera recherchée en dehors de ce bâtiment. Il est vrai que la composition des forces

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

présentes à l'Assemblée générale d'aujourd'hui est, quantitativement à tout le moins, différente de celle d'il y a 40 ans, mais il est vrai aussi que nombre de ces forces prétendument différentes ou bien n'entrent pas en ligne de compte ou bien sont totalement assimilées par l'arrogance globale ou bien sont largement sous l'influence de cette arrogance.

La qualité des forces dirigeantes ici tient plus ou moins à un équilibre tel - un équilibre sinistre - que, par exemple, lorsque le monde entier vote pour l'octroi de l'indépendance aux territoires coloniaux, la décision n'est pas obligatoire car elle est prise par l'Assemblée générale; et lorsqu'une telle décision a force obligatoire, c'est parce qu'elle a été prise par quelques élus, et non pas par l'Assemblée générale.

L'Organisation des Nations Unies, par conséquent, n'est pas l'endroit approprié pour la solution du problème des Palestiniens, le problème de l'occupation sioniste de la Palestine. De plus, le langage et le style onusiens sont tels que la nature du problème palestinien a été mal définie, de façon que l'organisme international semble être le forum approprié pour s'occuper de ce problème. La tragédie est si grave que le poulain de l'impérialisme est, depuis longtemps, entré dans les rangs des sociétés humaines authentiques représentées au sein de cette assemblée, alors que la Palestine a été maintenue de l'autre côté de la barrière en tant que spectateur à qui on a accordé le statut d'observateur, et nous sommes tous restés froidement indifférents, comme si rien de mauvais ne s'était passé tout au long de ces années, dont nous venons de célébrer la quarantième. Quelle honte! Il doit y avoir une limite à la hardiesse impudente.

Le problème de l'occupation de la Palestine est fondamentalement mal posé, mal défini, mal compris et, par conséquent, mal présenté. Il ne s'agit pas d'un problème international de caractère politique séculaire qui peut être placé dans l'une des catégories que l'on nous propose pour classer les problèmes dits internationaux. La Palestine n'est pas simplement un bout de terre; ce n'est pas un pays nouvellement construit, qui n'a pas ou qui a peu de culture ou d'histoire; ce n'est pas un pays; c'est la Palestine - c'est une partie inséparable du territoire islamique, dont la défense fait partie d'une grande obligation inoubliable pour chaque musulman. C'est l'un de nos lieux les plus sacrés. C'est la tribune du Meraaj, de notre Saint Prophète, qui contient un sanctuaire au sujet duquel le Saint Coran dit :

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

"Louange à celui qui a transporté, pendant la nuit, son serviteur du temple sacré de La Mecque au temple éloigné de Jérusalem" - qui se trouve maintenant dans le territoire occupé - "dont nous avons béni l'enceinte pour lui faire voir nos merveilles. Dieu entend et voit tout." (Le Coran, XVII, 1)

La Palestine est un territoire islamique, un bien islamique, un patrimoine islamique, une identité islamique, une entité islamique et, en fait, une réalité islamique. Seuls ceux qui veulent se ridiculiser essaient de la séculariser, d'en faire une nation et, donc, de la désislamiser afin d'en faire un lieu sioniste pour ensuite envisager d'en faire une base sioniste de terreur. Seuls les Myrmidons obéissants et aveugles de l'impérialisme reconnaissent une telle occupation. La Palestine est quelque chose de plus que n'importe lequel de ces Etats Membres qui se sont vu offrir un siège dans ce dôme de la laïcité. Du fait qu'elle a humblement offert d'abriter la Mosquée Al-Aqsa, la Palestine est automatiquement le forum ultranational islamique, le forum divin.

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Historiquement, géographiquement, culturellement, spirituellement et même méritoirement, elle est de loin supérieure à cette auguste assemblée et aux Nations Unies mêmes. Les musulmans du monde ne dormiront jamais tranquilles tant qu'ils n'auront pas l'assurance que la Charte de la Palestine, qui est la sourate d'Isra, prévaudra sur la Charte des Nations Unies. La promesse divine est la suivante :

"C'est lui qui a envoyé son messager avec la guidée et la religion de la vérité, afin qu'en la religion tout entière elle triomphe" - y compris de celle des Nations Unies - "quelque répulsion qu'en aient les faiseurs de dieux". (Le Coran IX, 33)

Le problème de la Palestine doit une fois pour toute être placé dans sa juste perspective. La solution du problème de l'occupation de la Palestine doit par conséquent être débattue en tenant compte des caractéristiques culturelles, spirituelles, islamiques propres à la Palestine, car il existe toujours une ressemblance qualitative, une correspondance, entre chaque problème et sa solution, et la purgation de la Terre sainte de Palestine de la vile présence du sionisme n'y fait pas exception. En outre, cette purgation constitue un acte spirituel impératif, un acte de culte qui doit être accompli conformément aux normes de l'Islam et jamais conformément à celles de la Charte. L'Organisation internationale peut, bien entendu, si elle le décide, libérer notre Palestine en contraignant les juifs ashkénazes à rentrer pacifiquement chez eux, à Londres, à Paris et même à Brooklyn, dans un esprit de conciliation. Ce serait certainement une solution durable et juste au problème de la base sioniste. Mais si l'Organisation, si les représentants, ne les chassent pas, nous nous en chargerons à notre façon, en tant qu'impératif religieux et conformément aux règles de l'Islam.

J'aimerais à ce propos citer quelques-unes des règles islamiques relatives à l'obligation de purger la Palestine des usurpateurs sionistes.

"Ho, les croyants! Lorsque vous rencontrez un groupe" - un groupe d'ennemis - "alors soyez fermes, et rappelez-vous bien Dieu, - peut-être réussirez-vous?" (Coran VIII, 45)

Je demande aux représentants de juger par eux-mêmes qui est aujourd'hui la force ennemie contre laquelle toutes les nations musulmanes doivent se dresser fermement.

Nous devons prononcer le nom de Dieu lorsque nous allons à l'assaut des forces ennemies : Allah-u-Akbar. Le Coran dit aussi : "Obéissez à Dieu et à son messager".

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Cela signifie que la libération de la Palestine doit s'inspirer du Livre d'Allah, le Coran et de la tradition du Prophète. Lorsqu'il dit "Obéissez à Dieu et à son messenger", cela veut dire conduisez-vous conformément au Livre et à la tradition du Prophète.

Le verset dit :

"Obéissez à Dieu et à son messenger; et ne vous disputez pas, sans quoi vous fléchirez et votre bon vent s'en ira. Et endurez avec constance : oui, Dieu est avec ceux qui endurent avec constance." (Le Coran VIII, 46)

C'est le modèle de la libération de la Palestine; c'est exactement la bonne résolution.

J'aimerais citer une autre règle coranique. Ce verset particulier est très approprié; il décrit merveilleusement le droit inaliénable du peuple palestinien. Il est tellement représentatif de la situation en Palestine que c'en est tout à fait surprenant. Il dit que Dieu a promis à ceux qui ont reçu des outrages de combattre leurs ennemis; Dieu est capable de les protéger. Ceux qui ont été injustement chassés de leur foyer - c'est-à-dire les Palestiniens - uniquement pour avoir dit "Notre Seigneur est le Dieu unique", si Dieu n'eût repoussé une partie des hommes par les autres - les forces sionistes par les Palestiniens et d'autres musulmans - les monastères, les églises, les synagogues et les oratoires des musulmans où le nom de Dieu est invoqué sans cesse auraient été détruits. Dieu assistera celui qui l'assiste. Dieu est fort et puissant.

Les représentants savent dans quelle situation se trouvent les sanctuaires dans les territoires occupés. Elle correspond parfaitement à ce qui est dit dans la résolution divine. Ce sont les Palestiniens qui ont été chassés de leur foyer et ce sont nos sanctuaires qui subissent aujourd'hui les interventions, les destructions et toutes sortes d'actes inutiles perpétrés par les sionistes. Ce sont les Palestiniens qui ont le droit de combattre et de défendre leur patrie. C'est en fait non seulement le droit des Palestiniens, mais le devoir de tous les musulmans d'agir ainsi.

Nombreux sont ceux qui, à l'Assemblée générale, ne connaissent pas les versets que je viens de citer, mais il faut bien voir que ces valeurs sont connues de millions de musulmans, même d'illettrés, qui sont tous attachés à cette cause. Aussi, cette question doit-elle être examinée plus sérieusement qu'elle ne l'a été jusqu'ici.

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Le Coran dit :

"Et combattez dans le sentier de Dieu ceux qui vous combattent."

(Le Coran, II, 190)

Puis :

"Donc, quiconque transgresse contre vous, transgressez contre lui à transgression égale."

(Le Coran, II, 194)

Cela signifie que lorsqu'ils sont attaqués à Sabra et à Chatila, ils ne doivent pas compter sur les résolutions du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale, mais se préparer à contre-attaquer aussi efficacement que possible. Voilà ce que cela signifie. Attaquez-les sur le champ et laissez-les venir ensuite devant le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Ne renoncez pas. Ne redoutez point la mort et les représailles. La sourate que je viens de réciter nous sert de mandat pour ce qui est des représailles. Point n'est donc besoin d'élaborer un document à cet égard. Nous en avons déjà un. Pour ce qui est de son application ou de sa modification, nous suivons les décrets du Faqih. C'est là que nous mettons en pratique le Velayat-al-Faqih. Nous attendons pendant deux ans, considérons toutes les attaques contre des civils et une fois que nos autorités religieuses nous en ont donné la permission, nous exerçons des représailles, de façon limitée, à l'heure et à l'endroit annoncés. Nous allons bientôt user de représailles contre les sionistes, nous tous.

Le Coran nous commande aussi de mobiliser toutes nos ressources contre l'ennemi afin de purger notre chère Palestine. Le verset en question se lit comme suit :

"Préparez-leur tout ce que vous pouvez de force et tenez prêts des chevaux, afin d'effrayer l'ennemi de Dieu et votre ennemi, et d'autres, en dehors d'eux - que vous ne connaissez pas, que Dieu connaît. Et tout ce que vous dépensez dans le sentier de Dieu vous sera remboursé pleinement; et point ne serez lésés." (Le Coran, VIII, 60)

Cette mobilisation totale englobe toutes les ressources de la société islamique - main-d'oeuvre, ressources économiques, industrie, biens immobiliers, liquidités, marchés, pouvoir de consommation, pétrole, travail manuel - et toutes les ressources dont disposent en ce moment même les Etats islamiques.

Cependant, cette mobilisation totale exige au préalable la création d'un front islamique uni. L'Ummah musulmane doit retrouver l'unité fraternelle qu'elle avait connue, par la grâce de Dieu, aux premiers jours de l'Islam. Il ne devrait pas

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

être difficile de retrouver cette unité fraternelle. Les fondements idéologiques de ce front uni et fraternel sont irrésistibles, tant dans le Coran que dans la tradition du Prophète.

Une seule preuve suffit, une preuve particulièrement pertinente dans la présente situation de l'Ummah musulmane, à savoir les versets 98 à 103 de la sourate al-Imran, qui ont été révélés à propos d'un incident particulier qui s'était produit à l'époque du saint Prophète. Cet incident historique est extrêmement important; il est une leçon, non seulement pour les musulmans mais pour tous les hommes. Il est relaté par Suyuti, érudit musulman, citant un certain Zaid Ibn Aslam qui a dit ce qui suit.

Un jour, un juif nommé Chash Ibn Qays passait en compagnie d'un autre jeune juif devant un groupe de musulmans appartenant aux tribus célèbres des Ows et des Khazraj. Avant l'Islam, ces deux tribus étaient de farouches ennemies. Mais, après avoir embrassé l'Islam, elles avaient nouées d'étroites relations fraternelles. Les deux juifs, qui se trouvaient être des ennemis de l'Islam, virent que les membres des deux tribus historiquement opposées étaient devenus des amis intimes et se traitaient cordialement comme des frères de sang. Chash fut très déçu de ces relations fraternelles que l'Islam avait nouées entre ces deux tribus. Il décida donc que son ami devrait approcher les membres d'une tribu et lui-même les membres de l'autre tribu afin de les dresser l'une contre l'autre, en leur rappelant les gloires du passé et les victoires remportées l'une contre l'autre. Le complot réussit et il s'ensuivit un différend analogue à celui entre les Sunnites et les Chiites, dont fait état la presse occidentale et américaine. C'est ainsi que ces deux tribus se préparèrent à l'affrontement. Le Prophète, qui avait été informé du conflit en gestation, intervint et le régla en conseillant aux deux parties de ne pas faire le jeu des ennemis de l'Islam. C'est à cette occasion que les deux versets suivants du Coran ont été révélés :

"Ho, les croyants! Si vous obéissez à tel groupe de ceux à qui on a donné le Livre, il vous rendra mécréants après que vous aurez cru."

(Le Coran, III, 100)

J'ai omis quelques versets, mais il en est tout de même un que je souhaite réciter :

"Et cramponnez-vous ensemble au câble de Dieu; et ne soyez pas divisés; et rappelez-vous le bienfait de Dieu sur vous : lorsque vous étiez ennemis, c'est lui qui réconcilia vos coeurs; puis, par Son bienfait, vous êtes devenus frères." (Le Coran, III, 103)



M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

C'est le destin de toutes les nations musulmanes : très bientôt elles ne feront qu'une.

Et maintenant, voyons ce qui est arrivé à M. Chash. Le Chash Ibn Qays d'aujourd'hui - nous avons tous les jours un Chash Ibn Qays -, ce sont les médias sionistes dont vous lisez les commentaires et prédictions sur les différends qui opposent chiites et sunnites. Ils fondent en effet tant d'espoirs sur ces différends. Aujourd'hui, Chash Ibn Qays est institutionnalisé. Il sème la discorde parmi les musulmans afin d'empêcher la création d'un front islamique uni. Mais vous pouvez être sûr que la nation musulmane sera bientôt unie et, relevant le défi, libérera la Palestine de l'occupation des usurpateurs sionistes.

Dans cette vie, nous verrons marcher vers les terres occupées de Palestine ces mêmes peuples de Jordanie, du Maroc, de l'Arabie saoudite, du Koweït, de l'Oman, de l'Egypte, de la Libye, de l'Algérie, et du reste du monde arabe; ces mêmes peuples du Pakistan et de l'Afghanistan, côte à côte, avec leurs frères musulmans d'Indonésie, de Malaisie et d'autres pays dont je n'ai pas mentionné le nom - et, naturellement, en l'humble compagnie de leurs frères de la République islamique d'Iran.

Et cela, parce que nous avons tous appris que le retour à l'Islam est la seule voie qui puisse nous acheminer vers une réelle indépendance. Nous attendons tous le moment où, réunis, nous prierons ensemble en Palestine. C'est dans un affrontement aussi décisif que toutes les terres musulmanes, y compris les hauteurs du Golan, la bande de Gaza, la rive occidentale et d'autres seront libérées. Je puis assurer à l'Assemblée que ces terres seront libérées.

C'est pourquoi l'Assemblée générale peut soit continuer à considérer les usurpateurs sionistes Membres de l'Organisation et tenir à l'écart nos frères palestiniens en tant qu'observateurs, soit échanger le siège de l'illégitime pour celui du légitime. Si l'Assemblée recourt à la sagesse et à la justice, cet affrontement historique naissant en Palestine sera empêché et la paix prévaudra. Si tel n'est pas le cas, nous affronterons bientôt l'ennemi dans les territoires occupés. Voilà notre programme et non pas simplement notre position.

Je voudrais maintenant formuler une brève observation sur l'attitude des Etats-Unis à l'égard de cette question ancienne, considérée à tort comme "conflit arabo-israélien". Pour le principe, certes, nous condamnons l'"alliance stratégique" entre les Etats-Unis et les sionistes qui occupent la Palestine. Que le Gouvernement des Etats-Unis sache qu'il ne s'agit pas d'un conflit

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

arabo-israélien; il s'agit d'un affrontement entre l'Islam et le Kufr. Aujourd'hui, plus gravement que jamais auparavant, l'Islam et le Kufr se dressent l'un contre l'autre dans un affrontement décisif. Le Gouvernement des Etats-Unis a décidé jusqu'à maintenant de prendre le parti des infidèles et a accordé un appui sans réserve aux infidèles sionistes. En raison de cette politique peu sage, le peuple innocent des Etats-Unis paie un prix élevé en vies humaines, en biens, sur le plan de la sécurité et subit l'humiliation sur le plan international. Et tout cela en vain.

Il y a 25 ans, les ressortissants des Etats-Unis pouvaient marcher en toute sécurité sans escorte, quels que fussent leur position et leur statut social, dans toutes les régions du monde musulman sans même regarder derrière eux. Mais aujourd'hui, aucun Américain - absolument aucun Américain -, quelle que soit sa position, son statut social, ne peut se sentir en toute sécurité en Afrique du Nord, dans tout le Moyen-Orient ou dans tout autre pays musulman ou tout pays partiellement musulman. Tel doit être également le cas dans de nombreux pays non musulmans, en Asie, en Afrique et en Amérique latine. A cette époque-là, les responsables américains et les touristes n'avaient pas besoin d'être escortés. Les Etats-Unis ont besoin aujourd'hui d'une armée encore mieux équipée que ne l'était leur armée régulière, il y a 25 ans, pour protéger leurs ressortissants et leurs biens. Il a été suffisamment prouvé qu'ils ne peuvent assurer une telle protection, malgré cette force protectrice. Et tout cela, parce que le Gouvernement américain a décidé d'abandonner le monde musulman et tous les pays et peuples du tiers monde pour se cramponner obstinément aux basques de l'ennemi israélien.

L'ennemi sioniste a été suffisamment astucieux pour manipuler la politique, les élections et l'opinion publique américaines. Il a pu convaincre à tort les Etats-Unis que les intérêts israéliens correspondaient à ceux des Etats-Unis. Mais, en même temps, en dépit de tout l'appui qu'il a reçu des Etats-Unis - excessif bien sûr -, il était suffisamment ingrat pour même se livrer à l'espionnage contre son propre défenseur. Mais, comme vous le savez, les moyens d'information des Etats-Unis s'efforcent d'étouffer ce scandale, en diffusant largement les excuses présentées par les sionistes, afin probablement de maîtriser la montée inévitable des sentiments anti-israéliens dans le public américain. Je ne suis pas sûr que les médias y parviennent, mais le Gouvernement américain doit finalement repenser sa position à l'égard des sionistes. Ces responsables de la

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

terreur et de crimes valent-ils vraiment que les Etats-Unis consentent tant de sacrifices et de défaites? J'espère que le peuple américain aura la possibilité de répondre à cela.

Ma dernière observation s'adresse à certains pays musulmans et d'autres non musulmans qui, sous la pression des Etats-Unis ou pour tout autre bonne raison, restent, d'ordinaire, spectateurs indifférents de l'occupation sioniste de Palestine. Certes, ils sauvent la face et parfois se paient de mots, mais cela n'est pas suffisant. Ils ne doivent pas oublier que s'ils continuent à donner leur blanc-seing à cette hégémonie impérialiste, ils auront à payer un prix élevé, car l'impérialisme ne connaît pas d'amis; il n'a que des victimes. Elevez-vous fermement contre l'impérialisme et ne laissez pas la Palestine seule, sinon vous serez seuls à votre tour, tôt ou tard.

Je voudrais ici terminer ma déclaration en demandant à tous les représentants de s'élever vigoureusement contre les sionistes chaque fois que la question est évoquée. Frappez-les au visage dès que vous les voyez en Palestine, en Afrique, en Namibie ou aux côtés des sionistes de l'Afrique du Sud. Ce sont nos ennemis et les ennemis de l'humanité. Ce sont les ennemis de tous les peuples opprimés et ils constituent la base de l'impérialisme au Moyen-Orient qui occupe notre Palestine bien-aimée.

M. WIJEWARDANE (Sri Lanka) (interprétation de l'anglais) : L'historien bien connu, Arnold Toynbee, a dit ce qui suit au sujet de la question de Palestine :

"Le conflit continuera au Moyen-Orient tant que la question de Palestine ne sera pas résolue."

Les événements dans la région du Moyen-Orient depuis que l'Assemblée générale a examiné la dernière fois la question de Palestine ne font que renforcer l'observation de Toynbee. La région du Moyen-Orient ne connaît pas la paix et peut être le théâtre de plus d'un différend qui a conduit à un conflit armé, mais il ne fait pas de doute que la question centrale, la clef de la paix et de la stabilité, est la question de Palestine. Tant que cette question ne sera pas résolue, il y a peu de chance qu'une paix durable ou juste soit instaurée dans la région. Dans son message de la Journée internationale de solidarité avec le peuple de Palestine, le Président de Sri Lanka, S. Exc. J. R. Jayewardene, a dit :

"Mon gouvernement continue d'appuyer la cause du peuple de la Palestine et fait sien sans réserve le point de vue, que nous partageons avec le reste de la communauté internationale, selon lequel, à moins que ces conditions ne soient réunies, il ne peut y avoir de perspective d'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient."

Les points de tension au Moyen-Orient menacent de s'étendre et de provoquer de plus grands conflits, avec des répercussions bien au-delà de la région qui compromettraient la paix et la sécurité internationales.

Il y a deux conditions préalables fondamentales au règlement de la question de Palestine : le retrait d'Israël de tous les territoires arabes et palestiniens occupés, conformément au principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, et la reconnaissance et le rétablissement des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien. Ces droits comprennent leur droit de retourner dans leur patrie, le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure et le droit à un Etat national. Ces conditions fondamentales pour le règlement de la question de Palestine ont été répétées à maintes reprises ici et dans d'autres instances et font partie des déclarations du Mouvement des non-alignés, de l'Organisation de l'unité africaine, du Commonwealth des nations ainsi que de la Ligue arabe. Les Etats arabes, à leur douzième sommet à Fès, au Maroc, et plus récemment à Casablanca, ont exprimé clairement ces conditions.

M. Wijewardane (Sri Lanka)

La réalisation de ces conditions est essentielle si l'on veut que tous les Etats de la région, y compris l'Etat palestinien, puissent exister dans la paix et la sécurité.

Lorsque l'on examine la question de Palestine dans le contexte de la question plus large du problème du Moyen-Orient, il ne faut pas oublier le vaste aspect humain de cette question, c'est-à-dire la situation du peuple palestinien. En tant que peuple, les Palestiniens ont souffert plus que d'autres au Moyen-Orient au cours des dernières décennies. On leur a refusé le droit intrinsèque à leur foyer et ils ont été dispersés à travers le monde. Beaucoup ont été obligés de vivre dans des camps de réfugiés. Des efforts politiques soutenus ont été déployés pour qualifier la question de Palestine de simple problème de réfugiés. Cela faisait partie d'une tentative délibérée mais vaine pour refuser son identité et son intégrité essentielle à un peuple qui a des droits nationaux inaliénables.

En tant que membre du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, j'ai été directement témoin des souffrances du peuple palestinien. Le rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a été présenté à l'Assemblée par le Rapporteur du Comité et fait état d'autres détails en ce qui concerne la situation des Palestiniens. Nous remercions le Comité pour les efforts continus qu'il fait pour concentrer l'attention internationale sur cette question et nous félicitons de leur travail le Président du Comité, l'ambassadeur Massamba Sarré, son rapporteur, l'ambassadeur Victor Gauci, et les autres membres.

L'établissement illégal de colonies israéliennes dans les territoires occupés impose d'autres épreuves au peuple palestinien, rendant encore plus difficile le règlement de la question de Palestine. Les modifications politiques, religieuses, culturelles et démographiques que l'on essaie d'apporter dans les territoires occupés sont illégales. La Convention de Genève de 1949, en particulier la Quatrième Convention sur la protection des civils en temps de guerre et les Protocoles 1 et 2 de la Convention adoptées en 1977 sont applicables aux territoires occupés.

La lutte du peuple palestinien pour recouvrer son territoire et pour exercer ses droits inaliénables se manifeste de diverses façons. Pour Sri Lanka, l'Organisation de libération de la Palestine constitue le seul représentant légitime du peuple palestinien, et sans sa participation aucun règlement de la

M. Wijewardane (Sri Lanka)

question de Palestine n'est possible et ne pourrait être juste. L'Organisation de libération de la Palestine, à laquelle Sri Lanka a accordé le plein statut diplomatique, doit être représentée en tant que partenaire à égalité dans toute conférence internationale ou processus de paix destiné à régler la question de Palestine, et par là même à apporter la stabilité dans la région du Moyen-Orient. Le Sri Lanka appuie toute initiative prise par les Nations Unies pour aboutir à un règlement négocié de la question de Palestine fondé sur le rétablissement des droits inaliénables du peuple palestinien et le retrait d'Israël des territoires occupés.

Enfin, j'aimerais rappeler les mots d'Albert Einstein :

"La paix en Palestine ne peut être instaurée par la force mais uniquement par la compréhension".

M. NGENDANGANYA (Burundi) : Qu'il me soit permis de commencer mon intervention en exprimant les remerciements sincères de ma délégation, pour son travail, au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, et à son président, S. Exc. M. Massamba Sarré, du Sénégal, pour ses efforts louables tendant à créer les conditions propices à la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien. Ma délégation appuie le rapport de ce comité et exhorte la communauté internationale à en appliquer les pertinentes recommandations.

Cela fait 38 ans que l'Assemblée générale adopte des résolutions sur la question de la Palestine, autant d'années que des initiatives sont prises, en vain, par la communauté internationale pour ramener une paix juste et durable au Moyen-Orient, dont la clef se trouve être la restauration du peuple martyr de Palestine dans la plénitude de son droit inaliénable, reconnu par ailleurs à chaque peuple et inscrit dans la Charte de notre organisation, celui d'avoir une patrie.

Que d'initiatives ont été prises, aussi bien au sein de cette enceinte que par les pays non alignés, pour réaliser cet ultime objectif; mais elles se sont heurtées chaque fois au refus d'Israël, dont la politique agressive, aussi bien dans les territoires arabes occupés qu'à l'égard de tous les Etats arabes, a toujours inspiré crainte et répulsion à la communauté internationale. A cet égard, l'humanité gardera un triste souvenir des exactions d'Israël contre le peuple palestinien réfugié dans les camps du Liban, de l'occupation et du démantèlement de ce dernier pays par les forces d'occupation israéliennes, et, plus récemment encore,

M. Ngendanganya (Burundi)

de la poursuite effrénée et éhontée par Israël des réfugiés palestiniens dans la lointaine terre d'asile tunisienne.

A l'antipode de l'attitude israélienne, la bonne volonté des pays arabes n'a jamais cessé d'être traduite dans les faits, comme le témoignent les différentes propositions de personnalités arabes éminentes, desquelles je ne citerai, à titre de référence, que le plan arabe de Fès qui renferme des propositions pertinentes montrant la volonté des intéressés à vivre en paix avec l'Etat hébreu.

M. Ngendanganya (Burundi)

Le Burundi souscrira à toutes les propositions tendant à assurer à tous les peuples de la région les mêmes droits et obligations, conformément à notre Charte, créant ainsi des conditions de coexistence pacifique au Moyen-Orient. Dans cette perspective, mon pays reste convaincu, - comme l'a par ailleurs réaffirmé la dernière réunion ministérielle des pays non alignés, qui s'est tenue à Luanda, en septembre 1985 - que la convocation d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient, déjà recommandée par la Conférence internationale de Genève de 1983, et approuvée par la résolution 39/49 D de la trente-neuvième session de l'ONU, constitue le cadre idéal pour régler la question du Moyen-Orient.

C'est pourquoi ma délégation se joint à tous les orateurs qui l'ont précédée pour demander à la communauté internationale de tout mettre en oeuvre pour éliminer tous les obstacles à la convocation de cette conférence. Il importe à cet effet que les alliés d'Israël, en particulier ceux qui lui ont toujours procuré appui matériel, militaire et moral, exercent des pressions sur lui afin qu'il ait la volonté politique de négocier avec toutes les parties au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, seul et unique représentant du peuple palestinien.

Il faut se mettre à l'évidence, le chemin qui nous y conduit est encore parsemé d'embûches, ainsi que l'illustrent fort bien le rapport A/40/35 du Comité spécial précité, le rapport A/40/166, du 11 mars 1985, du Secrétaire général de notre organisation, ainsi que les derniers développements dans la région. Israël doit se rendre à l'évidence que c'est en assurant les conditions propices à la reprise du dialogue avec les pays arabes et l'OLP, qu'il va contribuer au renforcement de sa sécurité. Pour ce faire, ce pays doit mettre fin à sa politique d'annexion des territoires arabes occupés, au changement des statuts et des structures de ces derniers, à sa politique continue d'implantation et du renforcement des colonies de peuplement dans ces territoires, qui s'accompagnent des atteintes aux droits de l'homme, tels que les droits à la liberté de déplacement, d'expression ou d'association, pratiques qui violent la quatrième Convention de Genève, ainsi que les résolutions pertinentes de notre organisation.

Ainsi que l'a réaffirmé S. Exc. le colonel Jean Baptiste Bagaza, président de la République du Burundi, dans son message lu par son envoyé spécial, S. Exc. M. Laurent Nzeyimana, ministre des relations extérieures et de la coopération, le



M. Ngendanganya (Burundi)

23 octobre 1985, à l'occasion des cérémonies marquant le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, Israël devra se rendre compte que la force n'a jamais régi les principes de morale et du droit international. Par conséquent, il doit se convaincre que sa sécurité et la rupture de son isolement international ne seront garantis que s'il se réconcilie avec les peuples frères arabes, en particulier avec le peuple palestinien avec lequel il partage une même communauté de destin.

Une telle prise de conscience de sa part constituerait un pas important vers la création des conditions d'une paix globale, juste et durable, dans la région, qui conduirait notamment à une ère nouvelle de relations de bon voisinage et de coopération mutuellement avantageuse entre Israël et les pays arabes, y compris la nation palestinienne souveraine, que le Burundi appelle de tous ses vœux. Ce serait la meilleure contribution d'Israël pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, si chères à cette organisation à laquelle il doit son existence.

M. TAHINDRO (Madagascar) : Nous sommes à nouveau réunis aujourd'hui pour examiner la question de Palestine. Depuis près de 40 ans, les données de base du Problème n'ont pas fondamentalement changé. D'un côté, le peuple palestinien, spolié de tous ses droits et de toutes ses terres, et de l'autre, Israël jouissant de tous les droits et confisquant toutes les terres. De plus, la situation s'est considérablement aggravée du fait de l'occupation israélienne, non seulement des territoires palestiniens, y compris Jérusalem, mais également de ceux des pays arabes avoisinants. Nous n'en prendrons comme exemple que l'occupation par Israël des hauteurs du Golan et celle du Liban du Sud.

D'un tel schéma manichéen, point n'est besoin de souligner que la violence ne manque pas d'exploser. Dans une telle situation, il est difficile de prévoir les actes désespérés des individus, ou groupes d'individus, destinés à attirer l'attention de la communauté internationale sur l'injustice et le déni des droits dont ils sont victimes, et dans ces conditions, le temps, loin d'apaiser les tensions, ne fait que les exacerber et amène forcément à la révolte et à la violence.

En ce quarantième anniversaire des Nations Unies, le peuple palestinien, de nouveau, interroge la communauté internationale sur la méconnaissance de ses droits

M. Tahindro (Madagascar)

les plus élémentaires, à savoir le droit au retour dans ses foyers dans la dignité et la sécurité, le droit à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté nationales. Le peuple palestinien sait que le respect de ces droits est reconnu par l'ensemble de la communauté internationale, et par conséquent il se demande pourquoi de tels droits lui ont été déniés jusqu'à ce jour.

Les événements récents au le Moyen-Orient nous amènent à penser qu'à moins que des réponses claires ne soient données au peuple palestinien par la communauté internationale, - en particulier par le Conseil de sécurité, l'organe principal qui a la responsabilité primordiale de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationale - il n'est pas exagéré de prévoir qu'une détérioration générale de la situation dans la région n'est pas lointaine.

Que peut faire le Conseil de sécurité dans le cadre de ses prérogatives pour pallier à cette situation?

M. Tahindro (Madagascar)

A la suite de la guerre de 1967, le Conseil de sécurité, il est vrai, a cherché à élaborer un cadre général de règlement du conflit du Moyen-Orient. La résolution 242 (1967) adoptée à cette occasion insiste sur l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force et la nécessité d'oeuvrer pour une paix juste et durable, permettant à chaque Etat de la région de vivre en sécurité. Elle affirme également que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable qui doit comprendre l'application des deux principes suivants : retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit; cessation de tous états de belligérance et respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. La résolution 242 (1967) affirme, en outre, la nécessité de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés.

Jusqu'à quand la communauté internationale continuera-t-elle à qualifier les Palestiniens de simples "réfugiés"? Jusqu'à quand la communauté internationale se contentera-t-elle de noyer sa mauvaise conscience en contribuant, d'une manière insuffisante d'ailleurs, à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), et d'oublier ou de feindre d'oublier que les Palestiniens, comme tous les autres peuples, aspirent à un Etat, à une patrie, et qu'ils n'accepteront pas indéfiniment d'être traités en réfugiés - le peuple juif lui-même est bien placé pour le savoir.

Nul n'ignore que personne ne naît réfugié mais que des circonstances spéciales obligent des individus ou tout un groupe d'individus à devenir des "réfugiés". De plus, il nous semble évident que même un peuple réfugié n'est pas une génération spontanée et qu'en conséquence, avant son présent statut, il bénéficiait d'un autre statut qui lui permettait d'avoir une patrie et de posséder des terres.

La résolution 242 (1967) n'avait, en ce sens, fait qu'entériner un état de fait, puisqu'elle consacrait juridiquement et politiquement la supériorité militaire d'Israël au détriment des droits nationaux du peuple palestinien.

A notre avis, la résolution 242 (1967) aurait dû exiger d'Israël de retirer ses forces des territoires arabes et palestinien occupés et de revenir à ses frontières de facto d'avant 1967. En effet, il est dans la pratique courante du Conseil de sécurité qu'en annonçant un cessez-le-feu, il exige en même temps expressément le retrait des forces des belligérants et le retour aux frontières

M. Tahindro (Madagascar)

d'avant les hostilités. Tel a été le cas dans les résolutions 47 (1948), 82 (1950) et 209 (1965). Dans le cas de la résolution 242 (1967), au contraire, on tend à légaliser la formule uti possidetis au détriment du principe établi de l'ex iniuria non oritur ius, principe selon lequel l'agression ne confère pas de droits à l'agresseur.

En d'autres termes, la résolution 242 (1967) légalisait le droit de la force au détriment de la force du droit.

Dans ce contexte, il est difficile de considérer la résolution 242 (1967) comme étant la seule base de toute solution négociée au problème du Moyen-Orient, tant qu'elle ne pourra pas apporter une réponse claire aux droits légitimes du peuple palestinien. Tant que l'on persistera à vouloir appliquer intégralement cette résolution dans tout règlement de la question, la communauté internationale se contentera toujours de soigner les effets du mal sans en rechercher la cause.

Quand bien même certains estimerait que cette résolution est la seule base de règlement du conflit, on est en droit de se demander alors pourquoi il y a une telle prolifération de plans de règlement de la question de Palestine. Nous n'en prendrons comme exemples que celui du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, celui de la Conférence au sommet arabe de Fès, celui du Gouvernement soviétique du 15 septembre 1982, celui de l'accord jordano-palestinien du 23 février 1985 et enfin celui du Gouvernement américain du 1er septembre 1982.

Il découle de ce qui précède, qu'il existe une insatisfaction grandissante vis-à-vis de la position suivie par le Conseil de sécurité sur cette question et qu'il est temps pour lui de compléter, sinon de réviser la résolution 242 (1967) de manière à tenir compte des droits légitimes du peuple palestinien dans le cadre d'une solution globale, étant donné que la question palestinienne est au coeur du problème du Moyen-Orient.

Dans ce contexte, afin de faciliter l'exercice du droit à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté nationales du peuple palestinien en Palestine, le Conseil de sécurité devrait notamment, dans un premier temps, prendre les mesures suivantes : établissement d'un calendrier pour l'évacuation complète par les forces israéliennes des zones occupées en 1967; mise en place de forces temporaires de maintien de la paix en vue de faciliter le processus d'évacuation; injonction à Israël de renoncer à établir de nouvelles colonies de peuplement et de

M. Tahindro (Madagascar)

démanteler celles qui ont été déjà installées; invitation adressée à Israël de respecter les dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

En outre, le Conseil de sécurité, en vue de donner effet aux principes généraux du règlement de la question, devrait faciliter l'organisation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément au Programme d'action de la Conférence internationale de Genève sur la question de Palestine de 1983. Il va sans dire que l'Organisation de libération de la Palestine, représentant du peuple palestinien, y participerait sur un pied d'égalité avec toutes les parties au conflit arabo-israélien, conformément à la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale du 13 décembre 1983.

D'une telle conférence, nous en sommes convaincus, pourra émerger un plan global permettant aux Palestiniens de réaliser leurs droits légitimes inaliénables, y compris le droit au retour, le droit à l'autodétermination et le droit de créer leur propre Etat indépendant en Palestine.

M. FARAH DIRIR (Djibouti) (interprétation de l'anglais) : La quarantième session de l'Assemblée générale est l'occasion de célébrer la création des Nations Unies. C'est également le moment de faire un retour en arrière pour établir le bilan des activités menées par l'Organisation dans divers domaines au cours des dernières années. Le domaine qui appelle une sérieuse réflexion est la question de Palestine qui, jusqu'à présent, a défié tous les efforts tentés par la communauté internationale pour parvenir à une solution juste et durable. La responsabilité des Nations Unies à cet égard est double. Tout d'abord, en tant qu'organisation dont la responsabilité primordiale est de maintenir la paix et la sécurité internationales, elle a le devoir de trouver sans retard une solution à toute situation qui pourrait menacer la paix. Deuxièmement, le problème palestinien a été créé quand l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 181 (II) intitulée "Gouvernement futur de la Palestine", dont l'idée maîtresse était de créer deux Etats en Palestine, dont l'un était censé être un Etat arabe palestinien.

Malheureusement, seul un Etat sioniste expansionniste a émergé de l'adoption de cette résolution, et la tragédie palestinienne qui en a résulté hante les Nations Unies depuis près de 40 ans.

M. Farah Dirir (Djibouti)

Dès l'instant où Israël s'est proclamé en tant que tel, il s'est engagé dans une politique expansionniste agressive et a semé le terrorisme dans la région, en tant que moyen de parvenir à ses fins politiques. Le massacre d'une population civile désarmée, notamment de femmes et d'enfants, à Deir Yassin, visait à terroriser la population pacifique pour la pousser à un exode massif loin de sa patrie ancestrale. Ce fut le commencement de la diaspora palestinienne qui se poursuit à ce jour.

Certes, l'Organisation des Nations Unies n'avait nullement l'intention d'infliger cette tragédie au peuple palestinien et elle a manifesté son inquiétude en adoptant la résolution 194 (III) par laquelle elle a décidé :

"... de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou les autorités responsables;"

Malheureusement, cette résolution, comme la précédente et la suivante adoptées par les Nations Unies, a été bafouée avec arrogance par les autorités sionistes qui ont réagi en intensifiant la destruction des biens palestiniens, au point que des centaines de villages et d'agglomérations palestiniennes ont été détruits et que plus de gens encore ont été contraints à l'exil.

Un autre exode massif a été provoqué par la guerre d'agression menée par Israël en 1967, à la suite de laquelle la rive occidentale, la bande de Gaza et les hauteurs du Golan syrien ont été occupés. Une nouvelle vague de réfugiés palestiniens a rejoint les autres dans des camps de réfugiés misérables.

Les conditions de vie du peuple palestinien sont bien connues et je n'ai guère besoin de m'étendre là-dessus. Mais il convient de mentionner que toutes les politiques et pratiques israéliennes touchant tous les aspects de la vie palestinienne dans les territoires occupés visent à faire disparaître l'identité nationale et culturelle palestinienne. Même ceux qui vivent en exil sont la cible d'une élimination physique, comme le montre l'agression injustifiée de 1982 contre le Liban qui avait accordé l'asile aux réfugiés palestiniens et, plus récemment, l'agression contre les bureaux à Tunis de l'Organisation de libération de la Palestine.

M. Farah Dirir (Djibouti)

Pendant quatre décennies, Israël a tenté sans relâche de briser la résistance Palestinienne, mais celle-ci n'a jamais fléchi. Elle se renforce même dans les territoires occupés.

Etant donné que la responsabilité primordiale des Nations Unies est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, il convient qu'elles prennent des mesures collectives efficaces pour prévenir et écarter les menaces à la paix et à la sécurité. Le cycle de violence qui ravage la région du Moyen-Orient, à la suite de la violation par Israël des droits inaliénables du peuple palestinien, comporte des risques pour la paix non seulement dans la région mais dans le monde entier. Le monde actuel est accablé de problèmes et la communauté internationale fait des efforts énormes pour les régler. Il n'est que logique, dès lors, de commencer à s'attaquer à ces problèmes afin d'aboutir à des solutions pratiques. Ma délégation estime que, puisque la question palestinienne est à l'origine du conflit au Moyen-Orient, la première mesure à prendre pour une solution juste et durable est de reconnaître les droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance nationale, et à la création de son propre Etat souverain et indépendant en Palestine.

Aujourd'hui il existe un désir universel de s'attaquer à cette question cruciale afin de trouver une solution juste et durable. Ce désir a été exprimé dans le Plan de paix arabe, adopté à l'unanimité à la 12ème Conférence au sommet qui s'est tenue à Fès en septembre 1982, et réaffirmé à la Conférence extraordinaire au sommet des Etats arabes, tenue à Casablanca en octobre 1985. Il y a eu ensuite la Déclaration de Genève sur la convocation d'une conférence internationale sur la question de Palestine et la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la question de Palestine relève de la responsabilité de la communauté internationale et le moyen le plus approprié de parvenir à un règlement juste et durable est de convoquer une conférence internationale, sous les auspices des Nations Unies, à laquelle toutes les parties intéressées participeraient sur un pied d'égalité, notamment l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien. Le processus de paix doit être indivisible et global, se fonder sur les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et assurer le retrait complet et inconditionnel d'Israël des territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem.

M. Farah Dirir (Djibouti)

Pour terminer, je tiens à remercier l'ambassadeur Massamba Sarré ainsi que les membres du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, pour leurs efforts inlassables et altruistes et pour le rapport précieux qu'ils nous ont fourni à cet égard.

M. BASENDWAH (Yémen) (interprétation de l'arabe) : Comme c'est l'habitude chaque année, nous sommes une fois encore saisis de la question de Palestine. Aucune autre question n'est liée aux Nations Unies par des liens aussi étroits et anciens que la question de Palestine. Depuis presque quatre décennies, cette question figure de façon constante à l'ordre du jour, session après session, année après année, au point que nous ne savons plus si elle demeure sans solution parce que l'Organisation des Nations Unies, par loyauté, ne veut pas se séparer de son compagnon de toujours, ou parce que tel est le destin du peuple palestinien frère. Si c'est son destin, nous aurons la consolation de savoir que chaque destin doit suivre son cours et que ce destin reflétera tôt ou tard la volonté des peuples, car elle s'inspire de la volonté divine.

Si l'Organisation des Nations Unies peut s'enorgueillir à juste titre de ses grandes réalisations et de ses nombreux aspects positifs, indéniables pour quiconque est équitable, elle doit ressentir de la honte, et non pas seulement de l'embarras, car depuis 1947, soit depuis 38 ans, elle n'a pas réussi à régler la question de Palestine.

Si les Nations Unies estiment que les nombreuses résolutions justes et équitables qu'elles ont adoptées à cet égard constituent une source de fierté, le fait est que ces résolutions, aussi justes et équitables qu'elles soient, et malgré le passage du temps et leur répétition annuelle, n'ont pas été appliquées et sont restées lettre morte. C'est un constat d'impuissance et d'échec, et non d'efficacité et de succès.

Ce n'est pas faire preuve d'injustice envers cette organisation internationale que de dire que cette question, dont le bien-fondé est évident, n'a pas été résolue malgré sa longue histoire et le fait que la perpétuation du problème constitue un affront à la conscience de l'humanité, marquera l'un des grands échecs des Nations Unies.



M. Basendwah (Yémen)

S'il y a toujours un agresseur et une victime, l'agresseur, dans le cas qui nous intéresse, peut-il être le peuple de Palestine? Non, mille fois non! L'agresseur, ainsi qu'il est souligné dans toutes les résolutions des Nations Unies est Israël, et Israël seul. Israël a usurpé le territoire du peuple palestinien et lui a imposé, par la force des armes et divers moyens d'oppression et de terrorisme, son joug brutal, déplaçant des centaines de milliers de Palestiniens, dont certains vivent dans ces camps alors que d'autres souffrent dans la diaspora, récoltant l'amertume de l'aliénation et de la souffrance, mitigée de nostalgie pour la patrie dont ils ont été séparés, soit parce qu'ils ont été exilés, soit parce qu'il ont eu peur de l'oppression des autorités sionistes d'occupation, qui ont confisqué leurs foyers, exproprié leurs biens, rempli les prisons de milliers de personnes et transformé les fermes et les villages en une vaste geôle.

A qui revient la responsabilité de n'avoir pas appliqué les résolutions des Nations Unies et d'avoir mis des entraves à la solution de la question de Palestine? Il n'existe pas deux personnes qui puissent donner une réponse différente à cette question - c'est Israël et Israël seul. Israël refuse de rendre leurs territoires à leurs propriétaires et de restaurer leurs droits.

Est-ce le peuple palestinien qui a enlevé des terres aux dirigeants d'Israël ou les a privés de leurs droits? Les Israéliens n'ont-ils pas arraché aux Palestiniens leur patrie tout entière et Israël ne refuse-t-il pas de leur en rendre ne serait-ce qu'une partie? Et il refuse même de rendre les territoires qu'il occupe par suite de son agression de juin 1967, privant les Palestiniens de leur Etat national indépendant, les laissant sans patrie ni identité.

Les guerres menées contre les Palestiniens et les horreurs dont ils ont souffert, dans leur patrie occupée ou au dehors, dans la diaspora ou dans des camps, resteront une marque honteuse dans l'histoire de notre époque. Tant que le colonialisme ou ses vestiges existeront dans notre monde, tant que les peuples de Palestine, de Namibie et d'Afrique du Sud resteront privés du droit à l'autodétermination et à l'autonomie, on n'aura pas à s'étonner que la communauté internationale traverse une crise de conscience.

Je saisis l'occasion de la discussion de la question de Palestine pour lancer un appel aux Etats-Unis pour qu'ils réexaminent leur attitude et cessent de s'aligner aussi complètement sur Israël. Les Etats-Unis, en tant que grande

M. Basendwah (Yémen)

puissance, doivent, étant donné leur rôle et leur responsabilité envers la paix et la sécurité du monde, observer au moins la neutralité, sinon se ranger du côté de la justice, puisqu'il n'est de secret pour personne qu'Israël n'aurait pu persister dans son intransigeance et son mépris des résolutions des Nations Unies et dans son défi à la communauté internationale si les Etats-Unis ne l'avait pas fait bénéficier de leur puissance, leur fournissant toutes sortes de moyens d'assistance politique et matérielle et entravant toutes les tentatives faites par la communauté internationale pour exercer une pression sur Israël afin qu'il abandonne son attitude arrogante, cesse ses politiques agressives incessantes et se retire des territoires occupés arabes et palestiniens.

Peut-être Israël nourrit-il l'espoir qu'il peut contrôler la lutte de l'héroïque peuple palestinien par l'imposition de solutions de pure forme, en enrôlant des Palestiniens triés sur le volet, tout en ne reconnaissant pas l'Organisation de libération de la Palestine et en n'acceptant pas la réunion d'une conférence internationale sous les auspices des Nations Unies, avec la participation de membres permanents du Conseil de sécurité? S'il en est ainsi, Israël poursuit un rêve bien vain, un rêve impossible.

Si Israël veut vraiment reconnaître les droits inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant, pourquoi refuse-t-il de reconnaître le seul représentant légitime du peuple palestinien, l'OLP? Le peuple palestinien cherche seulement à vivre dans son pays, en paix, comme les autres peuples du monde, et à avoir son propre Etat national indépendant. Cela constitue-t-il une agression contre qui que ce soit ou une menace à la sécurité de qui que ce soit? Les Nations Unies sont appelées à résoudre cette question en convoquant une conférence de paix internationale, conformément à la résolution 38/58. Cette conférence serait tenue avec la participation de toutes les parties au différend dans le Moyen-Orient, dont le coeur même est constitué par la question de Palestine, y compris l'OLP.

Israël se fie à la logique de la force, ce qui ne peut que le conduire à une défaite ignominieuse. Il se berce d'illusions s'il pense qu'il peut anéantir le peuple palestinien, affaiblir sa lutte incessante, refuser d'entendre sa cause et de lui accorder ses droits légitimes. La force peut assurer la victoire pendant quelque temps mais pas pour toujours, et la justice, même si ses champions sont temporairement faibles, l'emportera sur la force.

M. FOUM (République-Unie de Tanzanie) : Bien que notre organisation ait traité un certain nombre de questions graves et de situations conflictuelles, la question de Palestine reste l'un des points qui suscitent un profond sentiment d'indignation, de frustration et de préoccupation. C'est une question dont les origines remontent aux premières actions de cette organisation. C'est une question qui illustre clairement comment la politique d'apaisement a contribué à la persistance de l'agression et à l'expansionnisme. Ce qui est plus important encore, c'est que c'est une question qui met en cause l'élimination de tout un peuple qui, de même que le peuple noir sous le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, se voit dénier son humanité, est réduit à la condition de réfugié sur sa propre terre et se voit refuser l'accession à son propre Etat. C'est une question qui reste au coeur du problème plus large du Moyen-Orient et de la déstabilisation de la région tout entière. De par sa nature même, donc, la question de Palestine a une incidence directe sur les questions de la liberté de l'homme, et de la paix et de la sécurité internationales. En tant que telle, c'est une question qui préoccupe directement et immédiatement toute la communauté internationale.

Depuis plus de 37 ans, consciente de sa responsabilité, la communauté internationale déploie des efforts considérables en vue de rechercher une solution pacifique et équitable au problème. A cette fin, de nombreuses résolutions ont été adoptées par l'Organisation, ainsi que par d'autres institutions concernées, dans lesquelles on demandait le recouvrement des droits inaliénables du peuple palestinien, et, partant, une solution au problème plus large du Moyen-Orient. Le fait que ces efforts en faveur de la paix et de la liberté n'ont pas été couronnés de succès et n'aient abouti à rien ne reflète simplement l'intransigeance d'Israël.

Dès sa création, Israël a délibérément et systématiquement violé tout engagement et toute conditionnalité dont il avait été convenu lors du partage de la Palestine aux termes de la résolution 181 (II) de 1947. Ces politiques ont eu une grande incidence sur la situation qui a abouti à la guerre lancée par Israël contre un certain nombre d'Etats arabes en 1967. A la suite de cette guerre et de l'occupation d'un nombre plus grand encore de territoires palestinien et arabes, d'autres mesures ont été prises pour modifier les particularités démographiques et physiques de ces territoires.

M. Foum (Tanzanie)

Cette politique israélienne se caractérise principalement par les efforts déployés en vue de liquider le peuple palestinien. En effet, de nombreux Palestiniens sont contraints de vivre en exil et sont dispersés comme des réfugiés dans divers pays du monde et sur leur propre sol. La progression historique des événements ne fait que révéler une agressivité accrue et une escalade de la tension.

En dépit de l'attitude agressive et intransigeante adoptée par Israël, les pays épris de paix et de liberté n'ont épargné aucun effort pour tenter de trouver une solution juste et durable. L'adoption de la résolution 3236 (XXIX) par l'Assemblée générale en 1974 a constitué un jalon dans ces efforts. Par cette résolution, l'Assemblée générale réaffirme les droits inaliénables du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination, son droit à l'indépendance nationale et son droit au retour dans ses foyers et vers ses biens. A cette mesure positive, la seule réponse d'Israël a été d'intensifier la répression à l'encontre du peuple palestinien, marquée par la destruction de biens des civils palestiniens, et de déployer des efforts accrus en vue d'éliminer son mouvement légitime, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Cependant l'Assemblée a adopté en 1975 la résolution 3375 (XXX), aux termes de laquelle l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) était invitée à participer sur un pied d'égalité à tous les efforts déployés en faveur de la paix, sous les auspices de cette organisation. Depuis lors, l'invasion et l'occupation du Liban par Israël n'ont fait que refléter une plus grave et plus rapide détérioration de la situation générale. Cette invasion a cependant souligné énergiquement la détermination du peuple palestinien de poursuivre sa lutte légitime pour obtenir son émancipation.

Ma délégation partage pleinement les préoccupations internationales que suscite la situation dangereuse qui règne au Moyen-Orient en raison du refus constant de reconnaître les droits du peuple palestinien et la nécessité de redoubler d'efforts pour régler le problème.

Les responsabilités que nous assumons lorsque nous devenons Membres de l'Organisation nous obligent à respecter les principes de la Charte, à promouvoir la cause de la liberté et à contribuer à l'instauration d'un climat de paix et de sécurité. Les pratiques israéliennes dans la région et à l'intérieur de la Palestine vont à l'encontre de ces principes fondamentaux. L'expulsion, la déportation et autres mesures de répression ont contraint les Palestiniens à

M. Foun (Tanzanie)

quitter leurs terres. A la fin de 1982, le nombre des colons de par leur implantation systématique avait atteint le chiffre de 140 000, et l'on prévoit qu'ils atteindront le nombre de 1,5 million d'ici à la fin du siècle. L'annexion de Jérusalem et la poursuite de l'occupation des hauteurs du Golan et d'autres territoires arabes constituent de toute évidence des obstacles au règlement du problème. Il est clair que ces actes et ces objectifs ne sont pas propices à une solution pacifique du problème palestinien. Ils se situent en fait au coeur même du problème. Le peuple palestinien a perdu ses droits fondamentaux par suite d'une décision de cette organisation. Il lui incombe donc au premier chef de chercher à redresser ce tort monstrueux. L'Assemblée ne doit pas permettre que la négation de ce fait la détourne de la ligne de conduite appropriée.

La convocation à Genève il y a deux ans de la Conférence internationale sur la question de Palestine, a constitué, de l'avis de ma délégation, une contribution précieuse de la communauté internationale à la recherche d'un règlement du problème. Cette conférence a permis au public de mieux comprendre le sort du peuple palestinien et de modifier sa perception des choses en ce qui concerne sa juste cause.

Par le passé, diverses tentatives émanant de nombreux milieux ont été faites en vue de contribuer à la recherche d'une solution. Dans nombre de cas, ces tentatives ont échoué du fait d'une perception erronée ou de préjugés pernicioseux, ainsi que du refus d'accepter la réalité telle que la vit le peuple palestinien et telle que l'endure son représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Ma délégation a toujours soutenu que certains éléments fondamentaux doivent être pris en compte pour parvenir à un règlement durable du problème. Ces éléments comprennent principalement le retrait d'Israël des territoires arabes occupés, le droit des réfugiés de retourner dans leurs foyers et l'exercice par le peuple palestinien de son droit à une patrie qui lui soit propre. Cependant, cette question comporte également des aspects qui débordent sur des questions plus larges et ma délégation a appuyé les principes directeurs adoptés par la 12ème Conférence au sommet des Etats arabes, qui s'est tenue à Fès, au Maroc, et qui ont été entérinés par la Conférence de Genève, en vue d'une action internationale concertée. Ces principes directeurs demandent principalement : en premier lieu, que l'on s'oppose vigoureusement à la politique et aux pratiques israéliennes

M. Foum (Tanzanie)

dans les territoires occupés, notamment l'établissement de colonies de peuplement; en second lieu, que l'on met un terme à l'occupation israélienne des territoires arabes, conformément aux principes de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force; en troisième lieu, que l'on abroge et annule toutes les mesures législatives et administratives adoptées par la puissance d'occupation qui ont modifié ou se sont efforcées de modifier la nature et le statut de la ville de Jérusalem; en quatrième lieu, que l'on reconnaisse le droit de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien, de participer sur un pied d'égalité avec les autres parties à tous les efforts déployés en vue d'instaurer la paix dans la région; en cinquième lieu, que l'on permette l'exercice par le peuple palestinien de son droit inaliénable à l'autodétermination, y compris le droit à une patrie indépendante; et, enfin, que l'on reconnaisse le droit de tous les Etats de la région à une existence indépendante, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues.

Tant que ces objectifs ne seront pas réalisés, il ne saurait y avoir de solution, et moins encore de solution durable, à ce problème qui met en cause la liberté et la dignité de l'homme, la sécurité des nations et menace la paix et la sécurité internationales. Cette assemblée doit donc agir de manière décisive, et nous pensons que tous les Etats ont le devoir d'agir fermement et d'abandonner l'illusion que la question de Palestine peut être éludée.

Je ne peux achever ma déclaration sans exprimer ma sincère gratitude à M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique et membre du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) qui en termes clairs et mesurés, a présenté le problème du peuple palestinien à la session actuelle. Une fois de plus sa déclaration a reflété l'autorité et la responsabilité d'une organisation résolue non seulement à recouvrer les droits usurpés de son peuple mais à contribuer aux solutions si nécessaires à la préservation d'un climat de liberté, de paix et de sécurité.

M. SINCLAIR (Guyana) (interprétation de l'anglais) : Outre la question du Moyen-Orient au coeur de laquelle elle se trouve, il n'y a pas d'autre question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale qui soit autant soumise à l'influence de facteurs extérieurs et à déformation. Je ne parle pas là d'un phénomène récent. Certaines de ses manifestations d'aujourd'hui sont peut-être nouvelles mais le phénomène lui-même n'est pas nouveau.

En premier lieu, les Palestiniens appartiennent à une région géographique qui connue au cours de l'histoire comme une région où des cultures et des intérêts anciens s'affrontent vivement. C'est également une région qui fournit la quasi-totalité du pétrole dont ont besoin les pays industrialisés de l'Ouest. L'accès à ces ressources et le contrôle des voies de communication qui le permettent sont donc l'objet de préoccupations constantes de la part de certains Etats extérieurs à la région. L'importance stratégique reconnue de la région a provoqué la multiplication de théories de défense complexes à son sujet et en sa faveur, qui prévoient, bien entendu, de gros investissements en matière d'armes perfectionnées. Inévitablement, la dynamique de l'affrontement Est-Ouest est venue s'y surimposer. Tels sont certains des éléments évidents, auxquels j'ai précédemment fait référence, qui, par le passé, n'ont fait que masquer ce qui est véritablement au coeur de la question et qui en est l'essence, à savoir la dépossession des Palestiniens et la nécessité pour eux de retourner dans leur patrie dès que possible.

Outre ces considérations, il y a certaines attitudes d'esprit très répandues à l'égard des Palestiniens et de la question de Palestine qui empêchent toute évolution vers une solution. Edward Said, un érudit Palestinien éminent, décrivant le résultat des actes commis par le sionisme et Israël depuis l'origine en ce qui concerne les Palestiniens, mentionnait ce qu'il appelait le refus d'admettre l'existence même des Arabes palestiniens. Said concluait que : "La question de Palestine est donc un combat entre une affirmation et un refus".

Bien sûr, étant donné cette attitude à l'égard des Palestiniens, il n'est guère surprenant que des efforts soient déployés pour redéfinir le problème palestinien et donner un caractère différent à ce qui est le point fondamental dans cette question. On a collé une étiquette à l'organisation représentant le peuple palestinien, l'Organisation de libération de la Palestine, créant ainsi un état d'esprit. L'OLP a été la première à répondre au Secrétaire général pour indiquer

M. Sinclair (Guyana)

qu'elle était favorable à la tenue d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. L'OLP continue activement de faire preuve d'une foi indéfectible dans la capacité de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité à trouver une solution au problème palestinien. L'OLP participe de manière active et constructive aux travaux du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Elle est respectée et appuyée par la grande majorité de la communauté internationale en tant que représentante des intérêts du peuple Palestinien. Cependant, un certain état d'esprit à l'égard de l'OLP persiste et l'on confère d'autres dimensions à la question de Palestine dans son ensemble.

En plus de ces obstacles psychologiques, il y a bien sûr Israël et son attitude intransigeante à l'égard des Nations Unies, une intransigeance confortée par de puissantes forces extérieures. Il est parfois difficile de déterminer clairement si c'est Israël qui est le jouet de ces forces extérieures ou bien si c'est le contraire. Quoi qu'il en soit, l'intransigeance d'Israël est un des principaux termes de l'équation.

Du fait de la combinaison de tous ces facteurs, le fier peuple palestinien continue d'être dépossédé, nation sans Etat souffrant l'indignité de vivre dans des camps de réfugiés. La lutte que mène le peuple palestinien pour la création de son Etat indépendant fait partie intégrante de la lutte menée à l'échelle mondiale contre la domination étrangère, lutte qui est engagée, non seulement au Moyen-Orient, mais également en Afrique australe, en Asie et en Amérique latine, notamment en Amérique centrale. Nous ferions bien d'appréhender et de toujours garder présentes à l'esprit les véritables dimensions de la lutte palestinienne et ses implications.

Le Guyana s'identifie au peuple palestinien dans cette lutte et lui réaffirme son appui. C'est plus qu'une simple question de foyer national pour un peuple dépossédé. Dans la question de Palestine, nous estimons que sont en jeu un certain nombre de principes qui ont un caractère universel et une importance fondamentale pour la politique nationale de nombreux pays, notamment le Guyana. Parmi ces principes, il y a le droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance. Non moins importants sont des principes tels que le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, le non-recours à la force dans le règlement des différends et la non-acquisition de territoires par la force. Tous ces principes sont foulés aux pieds en ce qui concerne le peuple palestinien. La violation à grande échelle de ces principes peut créer une situation qui présenterait un danger encore plus grand pour la paix et la sécurité mondiales.



M. Sinclair (Guyana)

La perspective d'une paix durable au Moyen-Orient commence et s'achève avec la satisfaction des droits inaliénables du peuple palestinien. Depuis 1947, notre organisation a prévu la création d'un Etat palestinien à côté de sa contrepartie juive. Les Nations Unies n'avaient certainement pas prévu que la création de l'Etat juif aurait pour effet de déposséder en permanence le peuple palestinien ou d'abroger ses droits inaliénables.

Les Palestiniens ne vont pas tout simplement s'en aller et la question de Palestine ne va pas tout simplement disparaître en tant que sujet de préoccupation internationale. La Commission politique spéciale vient d'achever tout récemment l'examen des pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés et le rapport de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Au cours de l'examen de ces deux points, nous avons appris qu'une fois de plus, il y avait eu des tentatives de semer la terreur parmi les Palestiniens afin d'en finir avec l'occupation et d'effacer toutes les traces de l'identité palestinienne dans les territoires occupés. Il faut rendre hommage à la force de l'identité nationale palestinienne, car les Palestiniens n'ont pas plié sous ces tentatives. En fait, la dispersion et la dégradation, l'occupation et l'oppression n'ont fait que renforcer la détermination des Palestiniens à intensifier leur lutte pour leur droit à vivre en citoyens dignes dans leur propre Etat indépendant.

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a joué un rôle actif et important en appuyant la lutte palestinienne. Le Comité a élaboré un programme d'action bien structuré afin d'atteindre les objectifs qui avaient motivé sa création. Aussi, ma délégation tient-elle à rendre un hommage bien mérité à ce comité, placé sous la présidence éminente et dévouée de l'ambassadeur du Sénégal, M. Massamba Sarré, pour l'important travail qui y est accompli.

On ne peut se permettre de rester plus longtemps dans l'impasse en ce qui concerne la question de Palestine. Il est nécessaire de prendre d'urgence des mesures positives pour sortir de la paralysie qu'ont amenée les attitudes adoptées à l'égard des Palestiniens. Ces attitudes font perdre à la communauté internationale de précieuses occasions de régler la question. Ma délégation regrette, par exemple, que l'on s'oppose à la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et que l'on dresse des obstacles de toutes sortes pour en empêcher la tenue. Cette instance, grâce à la

M. Sinclair (Guyana)

participation de membres permanents du Conseil de sécurité, d'Israël, de l'Organisation de libération de la Palestine, au nom du peuple palestinien, et d'autres parties intéressées, fournirait une occasion unique de sortir de leur actuelle stagnation les efforts de paix au Moyen-Orient et de débattre globalement des intérêts de toutes les parties intéressées. Nous trouvons lamentable que l'on fasse obstacle à la mise en oeuvre d'une proposition aussi constructive, conçue pour dégager un règlement pacifique des différends par la voie du dialogue, dans une région aussi explosive que le Moyen-Orient.

M. Sinclair (Guyana)

Quel que soit le nom que l'on donne à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), à la fin de la journée il n'y a pas d'autres solutions que de dialoguer avec cette organisation. Lorsque nous traitons avec l'OLP, nous faisons plus que de traiter avec une organisation. Parler de l'OLP, c'est parler de la volonté et de la détermination de tout un peuple. L'OLP symbolise les aspirations nationalistes de la nation palestinienne tout entière et il n'y a pas d'autres moyens de parvenir à la paix au Moyen-Orient que de tenir compte de ces aspirations et de traiter avec les représentants désignés par le peuple palestinien. Quelle est l'utilité d'un dialogue entre deux parties si l'une choisit celui qui parlera pour l'autre? Rien ne pourra contraindre les Palestiniens à abandonner leur ambition d'établir leur propre Etat indépendant.

Il y a des limites évidentes à ce que l'on peut accomplir grâce à la force militaire contre un sentiment nationaliste comme celui des Palestiniens, qui estiment que le Liban est plein d'enseignement à cet égard. Les actes qui ne sont guère héroïques, tels que la récente opération menée en Tunisie, ne tempèrent nullement la détermination palestinienne.

En fait, en cherchant à imposer sa volonté au Moyen-Orient par l'emploi de sa force qui est supérieure, Israël a créé une plus grande insécurité, tant pour lui-même que pour la région. La sécurité au Moyen-Orient, comme dans toute autre région, doit être mutuelle. La sécurité d'Israël ne peut être fondée sur l'insécurité de ses voisins, pas plus que cette sécurité ne peut être fondée sur la dépossession permanente d'un peuple tout entier, ni sur l'appropriation illégale de terres usurpées à ses voisins. Les territoires occupés sont le symbole de l'injustice; ils attisent au sentiment nationaliste des Palestiniens et du peuple d'autres Etats voisins occupés. La mainmise sur ce territoire est une garantie d'instabilité dans la région. Mais ce qui est pire encore c'est la politique de colonie de peuplement d'Israël qui exacerbe et perpétue l'injustice du départ.

Israël doit se retirer des territoires occupés depuis 1967, y compris la partie est de Jérusalem. Le Guyana ne peut accepter que les avantages obtenus par l'emploi illégal de la force ne soient pas négociables ou que l'expansion territoriale soit une vertu internationale. Le temps ne travaille certainement pas pour nous au Moyen-Orient. Ma délégation espère sincèrement que cela permettra de mieux faire comprendre la nécessité de trouver rapidement une solution à cette question.

M. Sinclair (Guyana)

N'oublions jamais que notre débat sur la question de Palestine dépasse la question des Palestiniens ou du rétablissement de leurs droits inaliénables, aussi fondamental que cela puisse être. Ce débat porte également sur la capacité de l'Organisation des Nations Unies à faire respecter et appliquer ses décisions. Il porte également sur la mesure dans laquelle les Etats sont disposés à faire de la Charte des Nations Unies une force vivante dans la conduite de leurs relations avec d'autres Etats. Il porte aussi sur la paix, une paix sûre et durable, afin que tous les Etats et peuples de la région du Moyen-Orient, y compris Israël, puissent vivre à l'intérieur de frontières mutuellement reconnues et que les Palestiniens puissent enfin consacrer toute leur énergie et leurs compétences au bonheur et à la prospérité de leur patrie indépendante.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Conformément à la résolution 477 (V) du 1er novembre 1950, je donne maintenant la parole à l'Observateur de la Ligue des Etats arabes.

M. EL-FARRA (Ligue des Etats arabes) (interprétation de l'arabe) : J'aimerais commencer ma déclaration, au nom de la Ligue des Etats arabes, en adressant toutes mes félicitations à M. de Piniés à l'occasion de son élection à la présidence de cette session de l'Assemblée générale et de la confiance si méritée qui lui est accordée au niveau mondial. Nous avons travaillé ensemble sur la scène internationale durant plusieurs années, au cours desquelles j'ai pu apprécier et admirer ses remarquables compétences, sa diplomatie et son objectivité dans la discussion des problèmes et les efforts qu'il a déployés pour consolider les relations internationales et les principes de paix fondés sur la justice. Ce sont des valeurs que nous attribuons également à son grand pays, l'Espagne, avec lequel les Arabes ont des liens d'amitié et un patrimoine commun.

\* Le peuple espagnol et la nation arabe ont eu en commun plus de sept siècles d'histoire, au cours desquels ils ont mêlé leurs civilisations et se sont nourris aux sources de la même culture et du même héritage. Cela est réflété aujourd'hui dans le grand nombre d'universités espagnoles qui enseignent la langue, la littérature et l'histoire arabes et dans le grand nombre de bibliothèques espagnoles qui gardent les trésors de la culture arabe. On retrouve également l'empreinte de ce patrimoine commun sur les grands monuments, les palais, les

M. El-Farra

mosquées et les jardins d'Andalousie et d'Afrique du Nord, produits d'une civilisation qui a fait de l'Andalousie un centre culturel égalant Athènes et Alexandrie à l'époque de leur apogée. De nombreuses personnes, parmi lesquelles Ibn Zahr, qui fut remarquable en médecine, Al-Maqqarri et Ibn al-Khatib, qui le furent en littérature, en géographie et en histoire, ainsi que d'autres qui ont été des pionniers dans le domaine de l'astronomie, de la chimie, de l'algèbre et de la philosophie, comme Ibn Hazm, Ibn Arabi, Ibn Tufail et Ibn Rushd représentent le génie de cette civilisation.

La désignation du représentant de l'Espagne à ce poste élevé est la preuve du grand respect qu'éprouve l'Espagne envers cette organisation internationale, dépositaire des espoirs des nations et des générations futures.

J'aimerais adresser au nom de la Ligue des Etats arabes toute notre gratitude et notre reconnaissance à l'ambassadeur Massamba Sarré, président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, pour ses efforts constructifs et sa direction sage et éclairée.

Nous arrivons à la conclusion du débat de l'Assemblée générale sur la question de Palestine qui, malgré son importance, n'a duré que trois jours. Cependant, le débat a reflété la préoccupation croissante de la communauté internationale à propos de ce problème.

Il est difficile, alors que la question de Palestine est explosive, d'en parler sans chagrin ni inquiétude. L'Organisation des Nations Unes est saisie de ce problème depuis près de 40 ans, c'est-à-dire depuis sa création. Les médias nous ont tellement habitués à ces événements que l'emploi de la force, la violence et les crimes semblent, en se répétant, faire partie intégrante du comportement international. Cela nous incite à mettre en cause le sérieux de l'attachement aux principes sur lesquels notre communauté internationale a été fondée et aux nobles idéaux de notre organisation internationale.

M. El-Farra

L'Assemblée générale a plus d'une fois condamné la politique d'agression et de terrorisme pratiquée par Israël tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des territoires arabes occupés et affirmé dans ses résolutions les droits inaliénables du peuple palestinien. Toutefois, dans la pratique, le peuple de Palestine continue de souffrir non seulement d'être dispersé et privé de ses biens à l'extérieur de la Palestine mais aussi de l'oppression, des arrestations arbitraires, de l'exil et du terrorisme d'Israël à l'intérieur de la Palestine. L'arrogance sans vergogne affichée par Israël et la politique de terrorisme sans cesse accentuée qu'il pratique contre les Etats arabes sont, bien entendu, encouragées par l'appui illimité qu'il reçoit de l'extérieur.

Malgré les pressions exercées sur l'Organisation par certains Etats ayant des responsabilités particulières au Conseil de sécurité et les efforts tentés pour porter atteinte au peuple de Palestine, les Etats arabes et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant authentique du peuple palestinien, restent fidèles au droit international, aux principes des Nations Unies et aux valeurs éthiques. Année après année, ils viennent aux Nations Unies pour leur rappeler ce droit et ces principes. C'est sur cette base que les Etats arabes et l'Organisation de libération de la Palestine ont adopté un plan de paix que les Etats arabes se sont énergiquement efforcés de faire progresser vers une solution acceptable en vue de l'instauration de la paix dans notre région ainsi que de la stabilité et de la sécurité dans l'ensemble de la région. Sans la paix, celle-ci ne saurait connaître de sécurité.

Les résolutions et principes de la Conférence du sommet arabe de Fès de 1982, qui ont été confirmés à nouveau par la Conférence extraordinaire du sommet arabe tenue à Casablanca, au Maroc, cette année, sont la preuve des objectifs qui inspirent les Arabes et les poussent à demander la convocation d'une conférence internationale dans le cadre des Nations Unies, avec la présence des deux superpuissances et des autres membres permanents du Conseil de sécurité et la participation de l'Organisation de libération de la Palestine et des autres parties concernées. Cette conférence viendrait s'ajouter aux initiatives individuelles et bilatérales entreprises par les Etats arabes dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour instaurer la paix et mettre un terme à la crise d'une manière qui garantisse les droits de tous les peuples de la région.

M. El-Farra

Quelle a été la réponse reçue par cette courageuse initiative arabe de paix de Fès - initiative qui risque d'avorter pour avoir trop attendu? La réponse à cette question a récemment été donnée, lorsque des avions israéliens, après un vol de plusieurs milliers de kilomètres, sont venus détruire les maisons, tuant leurs habitants - vieillards, femmes et enfants -, d'un pays arabe Membre des Nations Unies. Voilà comment Israël répond à tous les efforts de paix entrepris dans la région - réponse que caractérise un comportement hystérique. Israël frappe de tous côtés, au nord comme au sud, à l'est comme à l'ouest, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Palestine, si bien que même ceux qui avaient encore quelques doutes à son sujet comprennent à présent qu'Israël non seulement rejette la paix mais a également l'intention de détruire le processus de paix.

Après l'acte d'agression barbare perpétré contre la Tunisie - le bombardement de maisons de citoyens tunisiens et du siège de l'OLP -, de regrettables incidents se sont produits, entraînant la mort d'un passager à bord du navire de croisière italien Achille Lauro - un citoyen américain - Alex Odeh a été assassiné, simplement parce qu'il voulait exercer son droit de réfuter les accusations du mouvement sioniste contre l'Organisation de libération de la Palestine. Il désirait répondre à ces accusations dans la prétendue terre des hommes libres, mais cette tentative lui a valu d'être assassiné. Aucune voix ne s'est élevée aux Etats-Unis à ce moment-là pour dénoncer le terrorisme sioniste; au contraire, le Gouvernement et la presse américains ont continué d'encourager les sentiments anti-arabes au point que l'opinion publique américaine a presque fini par considérer les attaques contre les Arabes comme étant acceptables et justifiées.

Les efforts visant à institutionnaliser les pratiques racistes en Israël et dans les territoires arabes occupés à l'encontre des habitants arabes sont entrés dans une nouvelle phase. Meir Kahane a récemment déposé deux projets de loi devant la Knesset, dont l'un vise à priver les non-Juifs du droit à la citoyenneté en Israël et l'autre à empêcher toute intégration entre Juifs et non-Juifs. Le fait que le Président de la Knesset a refusé d'accepter les lois proposées ne change rien au caractère de la situation, d'autant plus que la tentative est loin d'être abandonnée. Kahane a demandé à la Cour suprême d'Israël de statuer en vue d'obliger les dirigeants de la Knesset à recevoir les deux lois racistes. Et, même si la Cour suprême rejette la demande de Kahane, cela ne veut pas dire que les

M. El-Farra

racistes sionistes renonceraient. Ce n'est qu'une première tentative qui sera certainement suivie d'autres. La question qui se pose maintenant est celle-ci : ce type de mentalité n'est-il pas la manifestation des mêmes idées racistes qui ont constitué la principale raison de la persécution des Juifs à travers les âges? N'est-il pas temps pour les dirigeants israéliens d'agir selon l'esprit préconisé par la Charte des Nations Unies à l'égard des droits de l'homme, de l'égalité des êtres humains et de la fraternité des hommes?

C'est cette mentalité malsaine qui incite bien des gens en Israël à commettre divers crimes, dans leur hâte à effacer tous les témoignages laissés par les Gentils, détruisant leurs mosquées et leurs églises et saccageant leur patrimoine en vue de l'expulsion finale, de manière que l'Etat demeure juif et que les non-Juifs n'y aient aucune place. Un exemple de ce racisme est le cas de Shimon Barda, le chef de la bande qui a essayé de faire sauter la mosquée Al-Aqsa et d'autres lieux de culte de Jérusalem. Reconnu coupable, il a été condamné à l'emprisonnement par les tribunaux mais entreprend actuellement une procédure de recours. Tout cela est une nouvelle preuve de cette mentalité malsaine.

Nous dénonçons du haut de cette tribune internationale toutes les formes de terrorisme et appuyons en même temps tous les mouvements de libération légitimes. Nous faisons une distinction entre le terrorisme et le droit des peuples à lutter, par tous les moyens dont ils disposent, pour leur liberté et leur dignité - forme de lutte que l'Assemblée générale a appuyée dans plusieurs de ses résolutions. A ceux qui tentent de masquer les faits nous disons : ce n'est pas en accusant les autres que vous parviendrez à camoufler vos crimes, votre terrorisme et votre agression, pas plus qu'en entourant ces crimes d'un épais rideau de fumée.

Si nous avons fait allusion à la position de Kahane, c'est uniquement parce qu'il représente une tendance extrémiste qui est en train de gagner du terrain en Israël, au point que le partisan de ces idées terroristes et racistes a été élu à la Knesset. Il est temps que les dirigeants extrémistes d'Israël comprennent que le terrorisme ne mène pas à la paix et que les balles ne peuvent tuer les idées et les convictions mais accroissent plutôt la détermination des peuples de lutter avec plus d'acharnement encore pour défendre leur patrimoine et leurs idéaux. C'est pourquoi les mesures de répression prises à l'encontre des habitants arabes et les activités terroristes menées contre eux ainsi que la lutte héroïque et implacable du peuple palestinien à l'intérieur des territoires arabes occupés ne sauraient affaiblir ce peuple ni ses dirigeants, en dépit des efforts acharnés d'Israël dans ce sens.



M. El-Farra

L'existence de ce nouveau facteur dans la région reflète une nouvelle attitude de la part d'Israël, attitude caractérisée par l'angoisse et des actes irréfléchis, qui est en train de prendre le dessus en Israël où elle se manifeste dans le fait que les tensions exercées par les sionistes et leur extrémisme se font de plus en plus sentir dans les territoires arabes occupés. Les raisons de cette dangereuse tendance sont nombreuses et diverses, mais il importe d'en comprendre les répercussions, dont certaines sont déjà apparentes dans le comportement d'Israël.

M. El-Farra

Le raid sur la Tunisie a été la manifestation la plus récente du désir d'Israël de convaincre l'opinion publique, tant chez lui qu'à l'étranger, que, malgré sa défaite due à la résistance arabe au Sud-Liban et dans les territoires occupés et malgré son recul sur les fronts économique et social, il demeure la première puissance militaire de la région sur laquelle l'occident et particulièrement les Etats-Unis peuvent encore compter. Il est à craindre qu'un tel raisonnement n'encourage les dirigeants israéliens à renouveler leurs attaques militaires contre les Etats arabes sous de fallacieux prétextes. Cela explique pourquoi Israël s'attache désespérément à utiliser la force et à rejeter la paix. Nous pensions que la résistance rencontrée au Sud-Liban avait démontré à Israël combien était vain d'essayer d'imposer des solutions durables par la force et que l'occupation ne serait jamais une solution, même si la répression et le terrorisme devaient s'exercer de façon toujours violente.

De cette tribune, M. Shimon Peres a récemment déclaré :

"... je lance un appel aux Palestiniens pour qu'ils mettent un terme à cette attitude de rejet et de belligérance. Discutons ensemble. Que les Palestiniens acceptent la réalité de l'Etat d'Israël, notre désir de vivre dans la paix et notre besoin de sécurité. Rencontrons-nous autour de la table des négociations en tant qu'hommes et femmes libres." (A/40/PV.42, p. 78 à 80)

De cette même tribune, je dis à mon tour que la vague proposition de paix avancée lors de la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation internationale était destinée à la consommation interne israélienne pour appuyer le parti travailliste mais s'adressait également au reste du monde, taillée sur mesure qu'elle était pour la radio et la télévision.

Je mets au défi Shimon Peres de déclarer aujourd'hui, de Tel-Aviv, qu'il reconnaît l'existence du peuple palestinien - déjà reconnu par le monde entier - et qu'il concède aux Palestiniens leur droit à l'autodétermination dans leur propre patrie et leur droit à un Etat indépendant. S'il en était ainsi, cela signifierait que Peres a abandonné la politique de violence et la pratique des massacres inhumains qui ont fait des centaines de milliers de victimes palestiniennes. La paix est une voie à double sens. Elle nécessite qu'il soit mis un terme à la politique de haine, de mort et de terrorisme. Celui qui appelle à la coexistence doit reconnaître la partie immédiate avec laquelle il souhaite coexister.

Si les intentions d'Israël sont réellement celles avancées par Peres, pourquoi alors les autorités d'occupation israéliennes ont-elles récemment imposé des mesures inhumaines et brutales? Pourquoi ont-elles renforcé leur présence

M. El-Farra

militaire, augmenté le nombre de leurs patrouilles, bloqué toutes les voies, exercé des contrôles, fouillé la population de façon arbitraire, encouragé les groupes de colons terroristes juifs, intensifié le terrorisme caché des services de renseignements et appliqué aveuglément une politique fondée sur l'expulsion, l'exil et la détention administrative.

Quelle motivation sous-tend ces actes de harcèlement qui rappellent tellement les mesures de sécurité imposées par les autorités d'occupation en Asie au cours de la seconde guerre mondiale? Bien que le Gouvernement israélien n'ait pas toujours révélé ses intentions réelles, les partis de droite de ce pays, qu'ils participent ou non au gouvernement, et spécialement le Likoud, répondent clairement à cette question à travers leur slogan : "Une Torah et une terre pour un seul peuple". Oui, leur objectif ultime est la liquidation du peuple palestinien.

Ce slogan ressemble étrangement au slogan des nazis même si on essaie de le camoufler. Un tel slogan est-il conforme à la Déclaration des droits de l'homme? A cet égard, je voudrais dire à ceux qui ont manifesté le 10 novembre dernier pour demander à notre organisation de réexaminer sa résolution décrivant le sionisme comme une forme de racisme et à ceux qui ont appuyé cette manifestation à des fins électorales évidentes : le mouvement sioniste sera jugé pour ses actes et ses pratiques et, tant que les dirigeants sionistes n'auront pas modifié leurs sentiments, leur état d'esprit et leur comportement, notre organisation, consciente de sa charte, de son message et de ses principes, ne pourra que condamner ces actions et ces pratiques, exiger qu'il y soit mis fin et dénoncer le mouvement sioniste qui les a engendrées. En effet, comment une organisation pourrait-elle réagir autrement alors que le slogan du droit israélien est "Une Torah et une terre pour un seul peuple"?

Nous sommes certains que les Etats ainsi que l'Organisation et sa charte dont les premiers mots sont "Nous, peuples des Nations Unies", n'épargneront aucun effort pour mettre un terme aux tentatives d'éliminer l'un de ces peuples.

Il est cependant nécessaire de souligner la responsabilité historique des Etats-Unis dans l'actuelle situation au Moyen-Orient. Cette situation est due en grande partie à l'appui aveugle prodigué par les Etats-Unis à Israël, même après les récents actes de terrorisme international perpétrés par Israël en violation des propres principes et valeurs de l'Amérique.

Tandis que les Etats arabes ont condamné la saisie du navire Achille Lauro, les Etats-Unis, appuyant Israël sans réserve, n'ont pas hésité à se livrer eux-mêmes au terrorisme international pour servir les autorités sionistes. Comment

peut-on qualifier autrement l'acte de piraterie aérienne commis par l'aviation militaire américaine qui a contraint à l'atterrissage un avion de ligne civile égyptien? Où est le droit international et que reste-t-il, en vérité, de la crédibilité et des intentions des Etats-Unis de réaliser la paix au Proche-Orient? Le détournement de l'avion égyptien - mis à part les prétextes fallacieux et les motifs de vengeance invoqués - symbolise la complicité américaine avec Israël et la persécution du peuple palestinien dont la colère et la déception ont entamé la foi dans les principes de paix en une époque dominée par la logique de la force, en une époque où le terrorisme a été érigé en politique nationale d'une grande puissance.

Pour terminer, je voudrais dire que ma plus grande crainte est que l'attitude adoptée actuellement par le mouvement sioniste et ses amis ne suscite une nouvelle vague d'antisémitisme dont les victimes, cette fois, seraient les peuples arabes. Nous devons penser aux conséquences d'une telle évolution, conséquences dont aucune ne saurait servir la compréhension entre les peuples ni la cause de la paix et de la justice.

Je dois maintenant répondre brièvement à un certain nombre de points soulevés cet après-midi par le représentant d'Israël.

(L'orateur poursuit en anglais)

Ce que nous avons entendu cet après-midi ne contenait rien de nouveau. Il s'agit d'un disque usé. Nous avons entendu à maintes et maintes reprises le représentant israélien faire état du slogan nazi : "Un pays, un peuple, un dirigeant". Aujourd'hui, c'est devenu un slogan sioniste, comme je l'ai souligné tout à l'heure. Le représentant israélien a parlé longuement du nazisme et a notamment déclaré que "tandis que le nazisme avait pu être défait en Europe, il était toujours extrêmement vivace au Moyen-Orient". Je suis d'accord avec cette constatation. Le nazisme a peut-être été vaincu en Europe, mais il est certes très vivace au Moyen-orient. Le sionisme est appliqué dans une partie du Moyen-Orient, et le sionisme est tout à fait comparable au nazisme.

M. El-Farra

Le nazisme et le sionisme sont tous deux attachés à la notion de race; le sionisme et le nazisme sont tous deux attachés à la notion de suprématie nazie et à l'idée sioniste du peuple élu; le nazisme et le sionisme professent le concept de Lebensraum; les sionistes veulent des terres pour pouvoir réunir tous les exilés juifs en Palestine; le nazisme et le sionisme sont fidèles à la notion de la cinquième colonne. Les sionistes aux Etats-Unis ont des groupes de pression; dans chaque ville, ils ont su former leur propre ville, dans chaque bourgade, leur propre bourgade. Ils ont un groupe de pression dans chacun des ministères du Gouvernement américain.

L'affaire de l'espion Pollard est révélatrice à cet égard. On peut prétendre qu'il s'agit d'une affaire intérieure, qui reflète les divergences entre deux partenaires stratégiques, que ce n'est rien d'autre qu'une dispute de famille. Cependant, lorsque des fonctionnaires disent ouvertement que les espions de Rafael Eitan voulaient aussi recueillir des renseignements secrets au sujet de la capacité militaire des Etats arabes voisins, cette grande famille des nations a le droit de savoir ce qu'entend faire la famille israélo-américaine contre la sécurité de notre région.

Le représentant israélien a évoqué notre refus de la notion de compromis et de coexistence; ce sont là les termes qu'il a employés. Je crois que l'ancien Premier Ministre d'Israël a la réponse à cette allégation. Il a fait, lors d'une visite à la colonie Ariel, l'une des plus grandes colonies des territoires occupés, la promesse suivante :

"Moi, Menachem, fils de Zev et d'Achiza Begin, jure solennellement que, tant que je servirai la nation en tant que premier ministre, nous ne quitterons aucune partie de la Judée, de la Samarie, de la bande de Gaza ou des hauteurs du Golan."

Il a fait cette déclaration le 9 mai 1981. En conséquence, conformément à la notion israélienne de coexistence, les réfugiés vivraient dans des camps à l'extérieur de la Palestine et les Israéliens vivraient sur les terres palestiniennes, et ainsi ils pourraient coexister.

Il a ensuite cité le quotidien saoudien Magella. C'est une pure invention. Je ne connais aucun quotidien Magella en Arabie saoudite. Il n'y a aucun quotidien saoudien Magella. Je ne citerai pas les nombreuses déformations et inventions du Gouvernement israélien; le Président et les membres de l'Assemblée connaissent les campagnes de propagande et de déformation menées par ce gouvernement.

M. El-Farra

Il est grand temps que le sionisme change son odieux comportement. Les sionistes devraient suivre le conseil de Chaim Weizmann, le champion du sionisme, qui, sur son lit de mort, faisait cette recommandation à tous les sionistes du monde :

Nous sommes un petit peuple, mais un grand peuple; nous sommes laids et beaux à la fois; nous sommes un peuple créateur mais qui peut aussi être destructeur; nous sommes un peuple qui réunit également le génie et la folie; nous sommes un peuple ambitieux qui a maintes fois répudié et détruit ce qu'avait construit ses ancêtres. Pour l'amour de Dieu, ne permettons pas à la brèche dans le mur de nous engloutir."

C'étaient ses dernières paroles.

En terminant, je citerai James Reston, journaliste compétent du New York Times. Après avoir interviewé Mme Golda Meier, il écrivait :

"Israël demande la justice, mais refuse la justice aux réfugiés arabes. Il demande la pitié tandis qu'il attaque sans pitié. Il exige le maintien de la paix et de l'ordre dans le monde et le respect des principes du droit international tandis qu'il méprise et vilipende l'Organisation des Nations Unies qui, malgré des faiblesses évidentes, est le seul instrument d'ordre et de justice internationaux que nous ayons."

Il concluait ainsi :

"A cet égard, non seulement il y a la géographie et l'histoire qui sont contre Israël, mais, à long terme, il y a aussi la logique même, et les Israéliens le savent."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Un observateur a demandé d'exercer son droit de réponse. Je rappellerai aux membres que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les interventions faites dans l'exercice du droit de réponse doivent être limitées à dix minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde intervention, et les délégations doivent prendre la parole de leur place.

L'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine a demandé à exercer son droit de réponse. Je lui donne la parole conformément à la résolution 3237 (XXIX) du 22 novembre 1974.

M. RAMLAWI (Organisation de libération de la Palestine) (interprétation de l'arabe) : Ce soir, le représentant d'Israël est intervenu dans le débat sur la question de Palestine. Il tenait à parler des causes profondes du problème. Mais il n'a pas changé ses habitudes, chaque fois que le représentant d'Israël prend la parole à l'Assemblée générale ou dans tout autre organe des Nations Unies, il continue d'avoir recours à des inventions ou des mensonges qui sont tout à fait dénuées de vérité ou d'objectivité. En réalité, il y a une véritable condamnation d'Israël et de sa politique raciste, agressive et expansionniste. Or, ce qu'il voulait, c'était détourner l'attention de l'Assemblée générale de son objectif réel en ce qui concerne la question de Palestine, à savoir examiner le problème. Il voulait détourner l'attention de l'Assemblée générale pour qu'elle se penche sur d'autres questions qui n'ont aucun lien avec la question dont elle est présentement saisie. Si le représentant d'Israël voulait vraiment s'attaquer aux causes profondes du problème, il aurait dû, s'il était objectif, révéler l'objectif véritable de la création d'Israël au Moyen-Orient et les méthodes qui ont été adoptées par les puissances colonialistes européennes et par le mouvement sioniste raciste depuis le début du siècle pour réaliser cet objectif commun. Il aurait dû rappeler à l'Assemblée générale le rapport du Premier Ministre britannique, présenté en 1907, dans lequel celui-ci évoquait l'objectif de la création d'Israël en Palestine en le qualifiant de projet colonial permettant aux puissances coloniales de servir leurs intérêts pendant des décennies à venir dans la région du Moyen-Orient.

En outre, le représentant d'Israël n'a pas parlé des méthodes qui avaient été adoptées par le mouvement sioniste, appuyé par ces puissances coloniales et pratiquées contre le peuple palestinien, méthodes qui comprennent les meurtres et le terrorisme. Il n'a pas évoqué les actes commis avant 1948 et avant la création d'Israël, projet odieux de l'impérialisme.

Un des exemples les plus frappants est le massacre qui a eu lieu en avril 1948 à Deïr Yassin sous la conduite de Menachem Begin et d'Itzhak Shamir, le vice-premier ministre actuel d'Israël. Des centaines de civils, d'enfants, de femmes et de personnes âgées ont été les victimes de ce massacre. Il a aussi omis de mentionner que Menachem Begin avait alors déclaré que, sans ce massacre, Israël n'aurait pu exister.

M. Ramlawi (OLP)

Si le représentant d'Israël se soucie véritablement des causes profondes du problème du terrorisme et des événements qui ont précédé la création d'Israël, pourquoi ne mentionne-t-il pas le terrorisme pratiqué par les bandes sionistes contre les Nations Unies elles-mêmes, qui ont assassiné le comte Bernadotte, envoyé spécial des Nations Unies en Palestine?

Au lieu de raconter ses inventions à l'Assemblée, le représentant d'Israël aurait dû répondre objectivement aux rapports du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés. Il aurait dû préciser la position israélienne à l'égard de la volonté de la communauté internationale telle qu'elle est exprimée dans les dispositions de la Charte des Nations Unies et dans les résolutions de l'Assemblée générale adoptées au fil des ans. Dans toutes ces résolutions, la communauté internationale reconnaît le droit national inaliénable du peuple palestinien de retourner dans ses foyers, son droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure et à la création d'un Etat indépendant.

Le fait qu'Israël bafoue la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme et ne se conforme pas à la quatrième Convention de Genève de 1949 n'est nouveau ni pour l'Assemblée générale, ni pour les Nations Unies, ni pour la communauté internationale.

L'histoire d'Israël depuis sa création en 1948 s'illustre abondamment par un mépris des résolutions de l'Assemblée générale et par un mépris total de l'Assemblée elle-même. Je vais rappeler à l'Assemblée générale l'attitude de Chaim Herzog, aujourd'hui président d'Israël et alors représentant d'Israël auprès des Nations Unies : en 1975, il a déclaré du haut de cette tribune qu'il était sioniste; il a déchiré la résolution que venait d'adopter l'Assemblée générale; puis a dit à l'Assemblée générale qu'en Israël on jetterait cette résolution à la corbeille à papier. La résolution en question était celle où l'Assemblée générale condamne le sionisme en tant que forme de racisme et de discrimination raciale.

C'est la façon dont Israël agit avec les résolutions des Nations Unies, la Charte et ses principes. C'est pourquoi, nous ne trouvons rien d'étonnant à ce que



M. Ramlawi (OLP)

le représentant d'Israël vienne aujourd'hui à cette tribune pour donner libre cours à ses tactiques trompeuses et à sa déformation des faits. Il le fait tout simplement parce qu'il ne peut pas regarder la réalité en face, qu'il ne peut pas faire face au doigt accusateur dirigé contre lui et son gouvernement.

En ce qui concerne la déclaration du représentant d'Israël sur la mort de M. Klinghoffer, l'Organisation de libération de la Palestine déclare une fois encore qu'elle n'a rien à voir avec les événements qui ont eu lieu à bord de l'Achille Lauro. L'Organisation de libération de la Palestine a condamné cette opération. Des déclarations ont été faites ici aujourd'hui au sujet des allégations avancées par Mme Klinghoffer contre l'OLP. Il est faut de chercher à imputer à l'Organisation de libération de la Palestine l'opération qui s'est déroulée sur ce navire et la mort de M. Klinghoffer.

L'allégation d'Israël selon laquelle il aspire à la paix est sans fondement. La déclaration faite aujourd'hui par le représentant d'Israël où il a dit qu'Israël souhaite avoir des négociations directes n'est rien d'autre qu'une tentative faite pour esquiver les résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question de Palestine - résolutions qu'Israël rejette et méconnaît. Notre peuple palestinien a réaffirmé par l'intermédiaire de la direction de l'Organisation de libération de la Palestine qu'il souscrivait fermement aux principes de la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Organisation sur la question de Palestine, dont le but est de trouver une paix fondée sur la justice et de garantir au peuple palestinien l'exercice de ses droits nationaux inaliénables.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je rappelle aux représentants que l'Assemblée est saisie de trois projets de résolutions (A/40/L.23 à A//40/L.25). Je crois comprendre qu'un quatrième projet de résolution sera présenté sur ce point.

Etant donné que certains de ces projets de résolution ont des incidences sur le budget-programme, l'Assemblée prendra une décision à leur sujet à une réunion ultérieure dont la date sera annoncée dans le Journal.

La séance est levée à 20 h 30.